

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2167 - MERCREDI 19 NOVEMBRE 2014



Matata Ponyo en avant-plan

Sondage Les Points

67% des membres
du gouvernement
jugés moins performants

La période octobre-novembre aura été négativement marquée par les motions contre le ministre près le Premier ministre en charge des finances et son homologue en charge des PME. Ces deux initiatives parlementaires ont asséné un coup de massue à l'image, et du gouvernement et du Premier ministre Matata Ponyo, remettant ainsi en cause sa crédibilité. Malgré son échec à l'Assemblée nationale, l'opposition a réussi à marquer des points vis-à-vis de l'opinion publique qui renforce son rejet vis-à-vis de la plupart des membres de l'exécutif en place.

Au classement des ministres qui accrochent dans l'opinion et qui représentent 33% de l'ensemble du gouvernement, le ministre des Transports et Voies de communication Justin Kalumba Mwana Ngongo se place premier avec 63% après avoir été lavé de tout soupçon par la traçabilité des relevés des comptes entre Sep Congo et la structure des prix du ministère de l'Économie.

Page 12

PROCÈS MAMADOU NDALA

Un officier Fardc et quatre rebelles
ougandais de l'ADF écopent
de la peine capitale

Le lieutenant-colonel Birocho Nzanu des Fardc s'est tiré avec une condamnation à mort pour participation à un mouvement insurrectionnel et terrorisme. Cerveau-moteur du scénario ayant conduit à l'assassinat du colonel Mamadou Ndala, il est par conséquent radié des Fardc et soumis

au paiement de dommages et intérêts équivalant à 2,9 millions de dollars à la partie civile et à la succession de l'officier défunt.

Quatre rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées dont leur chef Jamil Mukulu ont été condamnés à mort par contumace. Le fait que la RDC applique

un moratoire sur l'exécution des condamnations à mort, ces condamnations sont systématiquement commuées en peine de détention à vie. Une dizaine d'autres peines allant d'un an à cinq ans d'emprisonnement ont aussi été prononcées.

Page 14



Des prévenus lors d'une audience

JUSTICE

La VSV salue la condamnation
de deux officiers de la police
et de l'armée

La Voix des sans-voix encourage la justice congolaise à poursuivre la lutte contre l'impunité des auteurs de viol et autres violences faites à la femme aux fins de contribuer à la promotion de la dignité humaine en général et celle de la femme congolaise en particulier. LONG salue la condamnation, le 7 novembre, par la Cour militaire de Kananga au Kasai occidental, du colonel Jean Kumu Angala de la police à dix ans de Servitude pénale principale (SPP) pour viol il y a deux mois d'une policière et de sa fille. Même sort réservé au général de brigade Jérôme Kakwavu condamné à dix ans de SPP pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

LONG plaide en faveur de la mise en place des mécanismes efficaces de suivi de l'exécution des verdicts prononcés par les cours et tribunaux en matière de viol et des violences faites à la femme afin d'en assurer l'éradication.

Page 13

UDPS

Le parti prône le dialogue inclusif entre les principales
forces politiques

L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et toutes les forces acquises au changement exigent de la communauté internationale la convocation rapide du dialogue inclusif prévu par l'Accord-cadre d'Addis-Abeba dans sa résolution 2098. Telle est la substance du message d'Étienne Tshisekedi

livré à la base de l'UDPS/Mbuji-Mayi, le 10 novembre, et que le secrétaire général adjoint Bruno Tshibala a relayé au cours d'une conférence de presse. Pour l'UDPS, le dialogue inclusif entre les principales forces politiques du pays constitue le cadre idéal pour remettre la pendule à l'heure et aborder tous les

problèmes qui handicapent la viabilité de l'État congolais. Et si ce dialogue n'est pas convoqué dans les meilleurs délais, la population du Kasai oriental est exhortée « à se prendre en charge pour mettre fin à l'imposture et à l'aventurisme politique ».

Page 13

COOPÉRATION

Goethe-Institut va rouvrir un bureau à Kinshasa

L'institution culturelle majeure de la République Fédérale d'Allemagne n'avait plus de siège en RDC depuis 1991. Vingt-trois ans après la fermeture de ses bureaux, elle va reprendre ses activités à Kinshasa dans un bureau qui sera logé à l'Institut français. La réouverture de

Goethe-Institut sera célébrée par une rencontre musicale unique entre l'Allemagne et la RDC prévue pour le 21 novembre. Le Goethe-Institut assure la promotion de la langue allemande à l'étranger et encourage la coopération culturelle internationale. Il véhicule

une image aussi complète que possible de l'Allemagne en informant sur la vie culturelle, sociale et politique du pays. Le Goethe-Institut compte actuellement cent soixante institutions dans quatre-vingt-quatorze pays dont vingt sur le continent africain. Page 14

ÉDITORIAL

Cœur

Si tout le monde s'accorde aujourd'hui chez nous sur le fait que l'acquis principal des quinze dernières années, le retour de la sécurité individuelle et collective, doit à tout prix être préservé, il faut en tirer la conséquence principale : à savoir que cet objectif primordial ne sera véritablement atteint que lorsque la société congolaise garantira aux nouvelles générations qu'elles peuvent s'éduquer, se former, trouver du travail, protéger leur santé, fonder une famille, bref vivre décentement dans un monde en pleine évolution.

Osons donc regarder la vérité en face et convenir que nous sommes encore loin d'offrir aux jeunes Congolais ce qu'ils attendent à juste titre de leur pays. Trop d'enfants, trop de jeunes, sur toute l'étendue du territoire, sont mal soignés, mal éduqués, mal nourris, mal protégés contre eux-mêmes et contre les autres pour que l'on puisse conclure avec orgueil que leur destin est définitivement assuré. Même si d'immenses progrès ont été accomplis dans le cours de la dernière décennie, il reste un long chemin à parcourir pour que la jeunesse congolaise prenne sereinement la place qui lui revient au sein de notre société.

Alors que nous réfléchissons à la nécessaire d'adaptation de nos institutions aux réalités de ce temps, il convient de placer la jeunesse au cœur des projets de toute nature que l'État, les collectivités publiques, les entreprises, la société civile entendent mettre sur pied dans le proche avenir. Si nous ne le faisons pas dans le temps imparti, qui est court, de terribles frustrations naîtront à coup sûr d'une marche en avant dont seuls profiteraient les petits groupes de garçons et de filles qui ont eu la chance de naître dans des milieux privilégiés. Et l'on peut être certain que cette discrimination qui ne dit pas son nom engendrera des tensions sociales difficiles à contenir.

Comment faire en sorte que chacun et chacune puissent vivre libres, trouver un emploi, fonder une famille, protéger les siens contre les aléas de la vie est une nécessité vitale que le débat sur les institutions ne doit pas occulter mais, bien au contraire, doit favoriser. La paix de notre nation en dépend de façon si évidente aujourd'hui que nos gouvernants doivent l'inscrire clairement en tête de leurs priorités.

Les Dépêches de Brazzaville

SANGHA

Le maire de Ouesso à l'écoute des aînés

À peine élu à la tête de la mairie de Ouesso, chef-lieu du département de la Sangha, Thierry Maguessa Ébomé a été reçu, le 18 novembre, par le Premier vice-président de l'Assemblée nationale, René Dambert Ndouane, par ailleurs natif dudit département.

Thierry Maguessa Ébomé a indiqué avoir inscrit cette rencontre dans le cadre des précédentes qu'il a initiées, depuis son élection, avec les responsables administratifs et politiques, anciens et nouveaux, du département de la Sangha. « J'ai commencé à solliciter le soutien de tous les aînés qui ont embrassé la carrière administrative et politique avant moi afin qu'ensemble nous construisions Ouesso. J'ai fait savoir cette intention à toutes les personnes de la contrée qui m'ont reçu », a-t-il déclaré.

Il a rappelé qu'il doit se prémunir de commettre les erreurs commises par ses aînés. De ce fait, a-t-il ajouté, ceux-ci devraient jouer leur rôle d'encadreurs de la nouvelle équipe chargée d'assurer actuellement l'administration de la ville de Oues-



Thierry Maguessa Ebomé

so. « Nous avons besoin de toutes les énergies et de toutes les intelligences pour réussir notre mission. Notre ville, qui abrite la fête de l'indépendance couplée à la municipalisation accélérée, mérite de changer considérablement de visage. Les résultats que nous obtiendrons

devraient être la somme des efforts individuels », a-t-il rappelé. Par ailleurs, le maire de Ouesso a sollicité des opérateurs économiques exerçant dans le domaine des transports en commun de pouvoir desservir sa ville, actuellement confrontée à de sérieux problèmes de mobilité des personnes et des biens. L'initiative est appréciée à sa juste valeur par le vice-président de l'Assemblée nationale, René Dambert Ndouane. Il a salué l'engagement du nouveau maire de collaborer avec toutes les forces vives de sa commune en vue de relever les défis auxquels fait face la ville de Ouesso. « Je souhaite que tous les marchés relatifs à l'aménagement de notre département soient confiés aux entreprises chinoises pour éviter ce que l'on appelle communément les éléphants blancs. J'ai partagé cette idée à l'épouse du président de la République qui est la marraine de notre municipalisation », a-t-il indiqué.

Roger Ngombé

DISPARITION

Le PCT rend hommage à Charles Alain Obanga

Fidèle à sa tradition, le Parti congolais du travail (PCT) a rendu, le 18 novembre à Brazzaville, un ultime honneur au membre du comité central Charles Alain Obanga, décédé le 31 Octobre dernier à Paris.

Né, le 31 mars 1955 à Ewo, département de la Cuvette-Ouest, il commence ses études primaires à Gamboma (département des Plateaux) et les termine à Abala, où il obtient son Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE). Il fait son collègue à Ouesso, puis à Impfondo. Son admission au Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) lui ouvre les portes du Lycée Chaminade à Brazzaville.

Après trois ans d'études assidues, il obtient son baccalauréat scientifique. Charles Alain Obanga obtient par la suite une bourse d'Etudes supérieures. Il est admis à l'académie des Sciences et

techniques du pétrole à Bakou en Azerbaïdjan où il obtient un diplôme d'ingénieur en production d'hydrocarbures et de masters en Sciences et techniques pétrolières.

Charles Alain Obanga a passé sa vie professionnelle dans le champ pétrolier, où il a évolué tour à tour à Hydro-Congo, à la Société nationale des Pétroles du Congo (SNPC) et au ministère des hydrocarbures. L'homme était jusqu'au dernier jour de sa vie, directeur général de l'Agence de régulation de l'aval pétrolier. Au plan politique, il a occupé les fonctions de membre du comité PCT-Djiri, dans le



Pierre Ngolo et la suite des membres du P.C.T s'inclinant devant la dépouille de l'illustre disparu

neuvième arrondissement et membre du comité central du Parti congolais du travail. Il a su donner la mesure de son action dans la participation aux grands idéaux du PCT. Charles Alain Obanga laisse six enfants.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordinateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moundoumbé Ngonou

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

MARCHÉS PUBLICS

Le service postal universel sera confié à la Sopéco

L'autorité de régulation des marchés publics (ARMP) a été mise à contribution dans le cadre du projet de concession du service postal universel au profit de la Société des postes et d'épargne du Congo (Sopéco). Un travail de préparation qui nécessite la rédaction d'une convention assortie d'un cahier des charges, lequel déterminera les droits et obligations des parties prenantes.

Dans cette perspective, une séance de travail a eu lieu à Brazzaville pour examiner les termes de références. Elle a regroupé l'ARMP et l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (Arpce) représenté par Arnault Dicka. Le directeur de la formation à l'Armp, Bernard Olloy, avait rappelé à cette occasion le devoir de l'État qui s'engageait à déléguer les missions de service public pour la gestion de certains aéroports du Congo. « La délégation de service public dont il est question ici doit respecter les dispositions du Code des marchés publics ».

Le site de l'Arpce indique qu'à travers ce projet, les populations congolaises, sur l'ensemble du territoire national, auront un service public des postes, de bonne qualité, disponible et accessible. Il favorisera le renforcement des capacités de l'opérateur public, dans l'approche d'accroissement de son efficacité ainsi que la qualité de ses produits et services. Bernard Olloy a rendu compte des activités réalisées dans le cadre de la mise en œuvre du projet de concession du service postal universel. Les termes de référence généraux ont été élaborés ainsi que les termes de référence spécifiques. On compte : l'évaluation des infrastructures, des équipements techniques et des moyens roulants ; le recrutement d'un consultant en vue de la réalisation de l'étude de marché ; la revue des procédures administratives, financières et comptables ainsi que la mise en œuvre du système de gestion ; l'amélioration de la gestion financière et comptable.

À toutes ces indications s'ajoutent la réalisation des études relatives à la mise en place d'un nouveau système de collecte des envois postaux et la réorganisation des centres de traitement, des acheminements postaux et de la distribution des envois postaux. Cependant, il est relevé que pour compenser le manque à gagner occasionné par la fourniture de service public, l'État s'engage à verser une subvention d'équilibre à la Sopéco. S'agissant du financement des études liées à ce projet, le Centre d'études des projets d'investissement (CEPI) du ministère du Plan dispose des fonds nécessaires.

Nancy France Loutoumba

EMPLOI

Consensus sur la procédure de restructuration à Airtel et Warid

Les verrous qui semblaient jusque-là bloquer le processus de restructuration d'Airtel et Warid ont été levés. C'est la principale conclusion de la réunion tripartite présidée par le ministre des Postes et télécommunications entre l'État, la direction générale d'Airtel Congo et les partenaires sociaux.

Plusieurs emplois devraient être supprimés à Airtel Congo et Warid Congo après le processus d'intégration des deux sociétés engagé depuis le 29 octobre. La coexistence des deux sociétés dans le même secteur d'activités ne saurait permettre, en effet, le maintien de tous les postes d'emplois. Des remous sur le paiement des droits légaux et convention-

nels, notamment sur la prime de séparation, ont nourri des inquiétudes ces derniers jours auprès du personnel concerné mais aussi chez les partenaires sociaux. Si 52% du personnel concerné a fini par accepter les orientations d'un programme des départs volontaires, ou de séparation par consentement mutuel proposé par Airtel Congo, conformément aux dispositions du Code de travail, un bon nombre a douté de ce plan, exigeant plus d'éclaircissements. Au fond des revendications, et à en croire les explications de syndicalistes et partenaires sociaux réunis lundi dans le bureau du ministre des Postes et télécommunications, la reconsidération de la prime de séparation.



Un temps fort de la réunion

Deux heures d'échanges francs ont permis de lever l'ombre sur

« la prime de séparation » et conformément au Code de travail.

Éclairés et rassurés, délégués du personnel et partenaires sociaux ont admis « être dans la bonne voie ». « Nous sommes dans un processus qui va continuer et nous avons pu discuter de façon franche et directe. Nous sommes convaincus et prêts pour un accord. Nous demandons l'appui technique des autorités. Nous pouvons vous rassurer que la paix sociale a été préservée », a déclaré Martin Tchibinda, délégué du personnel à Airtel Congo. Et de préciser : « Le point d'achoppement était sur les éléments de la prime de séparation. Nous avons compris la démarche de la Direction. L'accord va certainement porter sur d'autres éléments qui accompagnent ce plan de

restructuration. » Pour sa part, John Ndego a salué « l'implication personnel du ministre des Postes et télécommunications », concluant par ailleurs être « au bout du problème et trouver des solutions qui plaisent à tout le monde ». Satisfait qu'un accord soit trouvé, Thierry Mougalla a souligné la nécessité de respecter la loi et de « penser à ces familles ». « Il faut que les choses se passent en conformité avec ce que le gouvernement entend être d'abord la loi et le respect de la réglementation. Enfin, en tant qu'homme politique, j'appelle la justice et l'équité », a déclaré le ministre.

Suppression des doublons de fonctions dans le respect de la loi

L'achat de Warid-Congo par le groupe Bharti, propriétaire d'Airtel, supposait déjà une restructuration. Environ 150 employés sont concernés par cette mesure de suppression des postes dans les sociétés désormais fusionnées. Il s'agit, en clair, de la suppression des doublons de fonctions résultant de cette fusion.

La Direction d'Airtel Congo a décidé d'émettre sur la même longueur d'onde que le personnel concerné, les partenaires sociaux et le Gouvernement qui a mis en place une commission interministérielle constituée des ministères des Postes et télécommunications et du Travail. Objectif : « encadrer juridiquement ce processus », s'assurer que la restructuration se déroule dans le respect des lois et règlements de la République.

Dans la restructuration, explique Noelly Oyabiki Iwandza, directrice des Ressources humaines à Airtel Congo, le code du travail prévoit deux options. « L'option première en cas de restructuration est de demander l'autorisation de licenciement pour une suppression de postes. Parce que notre organisation est en sur-effectif. Le 29 octobre, après avoir contacté la commission, le groupe a pris l'option de faire un geste. Au lieu d'aller vers une demande de licenciement, c'est de proposer un départ par

consentement mutuel qui permet aux employés de rompre leur relation avec la société, Warid ou Airtel, en y ajoutant un supplément d'avantages que ne l'aurait permis le licenciement pour restructuration qui, lui, n'octroie que les droits légaux », explique-t-elle.

À ce stade, des communications ont été faites à l'endroit des partenaires sociaux et des employés. Chaque employé devrait, à en croire la Direction générale d'Airtel Congo, se rapprocher individuellement de l'administration. Cette démarche dite de « gré à gré » ne devrait en aucun cas impliquer les partenaires sociaux qui ont, semble-t-il, interféré plus tôt. Malgré les excitations, plusieurs employés ont manifesté leur intérêt à ce programme qui inclut le paiement des droits légaux et conventionnels (préavis, indemnités de licenciement, gratification au prorata temporis, solde des congés payés au prorata temporis), le paiement d'un demi-mois de salaire brut moyen par année d'ancienneté au titre de la prime de séparation, etc. Pourtant, cet ultime volet a semblé mettre le brouillard sur l'affaire. « Les partenaires sociaux ont pensé qu'ils devraient rentrer dans cette phase pour obtenir et négocier mieux ce que ce qui leur avait été proposé. Nous leur avons rappelé les dispositions légales. À ce stade, ils n'avaient pas vocation d'intervenir. La Commission interministérielle leur a rappelé la même chose », souligne Noelly Oyabiki Iwandza. La date du 17 novembre arrêtée par Airtel Congo comme point d'achèvement de ce programme social a été repoussée lundi lors de la réunion motivée et présidée par le ministre Thierry Mougalla, en attendant la mise en place urgente de mécanismes favorables qui accompagneraient ce plan de restructuration. Ceux qui seraient hostiles à la démarche proposée par Airtel se pencheront évidemment vers la Commission de litige qui n'accorde, dans ce contexte, que les droits légaux, selon des éclaircissements obtenus lors de cet échange.

Quentin Loubou

EXPLOITATION PÉTROLIÈRE

Total Congo annonce le début du forage sur le champ de Moho-nord

Dans un communiqué daté du 17 novembre, la société pétrolière Total E&P a annoncé le début, depuis le mois dernier, de la campagne de forage sur le champ pétrolier dénommé Moho-nord.

Ce projet mis en œuvre par la compagnie française Total et ses partenaires, prévoit environ 45 puits pétroliers à forer sur une période de 4 ans. C'est un projet d'exploration-production offshore par des profondeurs d'eau de 450 à 1200 mètres.

Le champ est situé à environ 75 kilomètres au large de Pointe-Noire, la capitale économique du Congo, et à 25 kilomètres à l'ouest d'un autre champ pétrolier célèbre appelé Nkossa. Total est opérateur avec une participation de 53,50%. Il développe le projet avec ses partenaires Chevron (31,50%) et la Société nationale des pétroles du Congo (15%), pour un investissement estimé à 10 milliards de dollars. Moho-nord devrait permettre la production de réserves addi-

tionnelles et nouvelles dans ce pays dont la production pétrolière a accusé une récession ces dernières années. Mais le projet est surtout une aventure technologique dans la conquête de l'offshore profond au large du Congo. Vingt-huit des puits sous-marins seront raccordés à des unités de production flottantes. « D'ici à 2016, le projet aura une capacité de 140 000 barils équivalent pétrole par jours », annonçait la société en mars 2013, lors du lancement du projet.

Xinhua



FEDERATION DES MUCODEC
Mutuelles Congolaises d'Epargne et de Crédit

AVIS DE RECRUTEMENT

ARCHIVISTE (CDI)

La **Fédération des MUCODEC**, établissement de Micro Finance de 1^{ère} catégorie, est constituée d'un réseau de **52 Caisses Locales** et **Point de vente**, repartis sur l'ensemble du territoire national, et emploie **550** salariés et **320** administrateurs bénévoles (élus en assemblée générale).

Dans le cadre de la nouvelle dynamique initiée par la **Direction Générale** visant à l'amélioration de ses services, et l'organisation de sa **Direction de la Logistique**, nous recherchons un technicien supérieur en gestion des archives, conformément aux conditions ci-dessous citées.

Ce poste est basé à Brazzaville avec des missions dans les Départements.

La commission de recrutement ne prendra en compte que les candidatures répondant aux critères exigés.

Les candidats sélectionnés seront contactés par téléphone, les dossiers non retenus seront détruits après 6 mois.

QUALIFICATIONS

- Avoir une formation Bac+2 en archivage et documentation ou équivalent ; en science de l'information.

EXIGENCES ET EXPERIENCE

- Avoir une expérience d'au moins deux (2) ans dans la gestion d'un centre d'archives et de documentation;
- La connaissance du milieu bancaire sera un atout ;
- Etre organisé, ordonné, rigoureux et capable de travailler sous pression.

MISSION DU POSTE

Sous la supervision du Chef de services moyens généraux, la personne recherchée assurera les tâches suivantes :

- Mettre en place les procédures de gestion des archives
- Gérer l'archivage des documents physiques
- Gérer l'entrepôt et les espaces de stockage
- Assurer la collecte, le tri, le classement et la destruction des archives
- Mettre en place un répertoire physique et numérique de gestion des archives
- Proposer à la direction la mise en place des espaces de stockage des archives
- Proposer à la direction les conditionnements appropriés pour la conservation des archives
- Assister et former les utilisateurs dans la gestion des archives

Pour participer à notre sélection, nous vous remercions de déposer **au plus tard le 27 novembre 2014 à 15 heures**, votre lettre de motivation et un CV au siège de la Fédération des MUCODEC sis Bd. **Denis SASSOU NGUESSO** ou à notre adresse mail : assistance.dg@mucodec.com avec la mention « **Candidature au poste d'archiviste** ».



COMMUNIQUE DU GROUPE NSIA SUR L'INCENDIE DU SUPERMARCHÉ CASINO DE BRAZZAVILLE

Le Groupe NSIA tient à exprimer sa solidarité, à la Direction Générale, aux employés, partenaires, et surtout les clients de Casino, suite à l'incendie du 6 novembre 2014 qui a ravagé totalement les locaux et leurs contenus.

CASINO en Afrique dans tous les pays où il est implanté (Gabon, Sénégal, Côte d'Ivoire, Cameroun, Congo), a choisi comme assureur de confiance le Groupe NSIA, et au Congo les valeurs assurées excèdent 25 milliards de FCFA

Par conséquent suite au sinistre survenu NSIA, comme à son habitude, avec ses réassureurs tiendra tous ses engagements en accompagnant le Groupe MIM SCORE/CASINO pour la reconstruction d'un nouveau supermarché plus grand et moderne, à la grande satisfaction de tous les Brazzavillois.

Les 5 valeurs du Groupe NSIA se déclinent dans une formule dénommée RICIP (Responsabilité, Intégrité, Culture client, Innovation, Performance), avec comme Réassureurs :

- CICA-RE 1er Réassureur de la zone CIMA
- AFRICA-RE 1er Réassureur Africain ;
- SCOR 1er Réassureur Européen ;
- MUNICH-RE 1er Réassureur Mondial ;
- SWISS-RE 2ème Réassureur Mondial ;

L'assurance ne coûte chère qu'avant le sinistre, et n'attendez pas qu'il soit trop tard.

Nos collaborateurs et intermédiaires dans tous nos points de vente, vous conseilleront utilement sur nos produits.

NSIA LE VRAI VISAGE DE L'ASSURANCE ET DE LA BANQUE



IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« On ne peut pas changer de mentalités sans changer de lois. »

Aïcha Barkaoui, Maroc, Docteure en Sciences du Langage, RFI, 16 novembre 2014

« Dans les bureaux, dans l'administration, on pense qu'étudier Shakespeare ou Molière, cela rend les gens éduqués. Super ! Mais ça n'en fait pas des travailleurs. »

Mo Ibrahim, milliardaire anglo-soudanais et entrepreneur dans le domaine des télécommunications, The Africa CEO Forum 2014

« Le philosophe Aristote disait déjà que lorsque l'économie oublie que la monnaie est un simple moyen et qu'elle en fait une fin, la cité est en danger. »

Patrick Viveret, économiste et philosophe, La Tribune, 14 novembre 2014

« La concentration capitaliste réunit entre les mêmes mains les maisons d'édition, les journaux, les télévisions, les réseaux téléphoniques et la vente d'armement. »

Pierre Jourde, Professeur à l'université Stendhal – Grenoble, Le Monde diplomatique, août 2008

« Si l'on ne croit plus dans la politique aujourd'hui, c'est d'abord parce que le système représentatif a concentré tout le pouvoir de décision au sein des seuls représentants. Il a réduit les citoyens à ne jouer qu'un rôle d'électeur. Sitôt que ses représentants sont élus, le peuple est esclave, il n'est rien. »

Pierre Crétois, philosophe-Jean Numa Ducange, historien-Stéphanie Roza, philosophe et Clément Sénéchal, sociologue, Shafagna (site turc), 13 novembre 2014

VIE ASSOCIATIVE

Les jeunes demandent l'institutionnalisation du CNJ-Congo

Réunis du 10 au 12 novembre à l'Hôtel de ville de Brazzaville, à l'occasion de la session inaugurale du Conseil national de la jeunesse du Congo (CNJ-Congo), les conseillers ont recommandé au gouvernement de doter leur structure d'un statut juridique

Après avoir passé les trois premières années (2010-2013) sans un cadre juridique, le CNJ-Congo semble être décidé à obtenir ce document dans les meilleurs délais. En vue d'atteindre cet objectif, son président, Bersol Exaucé Ngambili Ibam, a demandé, à la clôture des travaux, au ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Anatole Collinet Makosso, de les accompagner dans la lutte pour l'obtention du statut juridique. « Tout en comptant sur votre pragmatisme, nous osons croire, Monsieur le ministre, que ce rêve finira par se matérialiser dans un futur très proche », a supplié le président du CNJ.

S'agissant de la session inaugurale, elle a permis aux participants d'adopter les documents soumis à leur approbation. Il s'agit, entre autres, du règlement intérieur de l'organisation et du projet du programme d'activités 2014-2015. Selon, Bersol Exaucé Ngambili Ibam l'heure est arrivée pour se plonger dans les profondes cogitations pour la matérialisation des programmes d'activités adoptés. « Pour cela, j'appelle à l'implication et à la détermination effective de tous les conseillers sans aucune exception, à apporter leur pierre à l'édifice pour le bien-être de la jeunesse congolaise. Il convient donc, pour nous, d'éviter l'oisiveté et de travailler d'arrache-pied pour atteindre les options idoines et des résolutions efficaces. À cet effet, nous demandons aux pouvoirs publics et à tous nos partenaires de nous accompagner dans cette lourde tâche », a-t-il invité.

Les conseillers ont également mis en place quatre commissions spécialisées. Il s'agit de la commission socioculturelle; de la commission économique; la commission environnement et protection de la nature et de la commission éthique et bonne gouvernance.



Les participants

Les jeunes s'invitent aux débats sur la Constitution

Comme l'avait annoncé le ministre Collinet Makosso à l'ouverture de la session qu'il n'y avait pas de sujet tabou, la rencontre a permis aux jeunes de réfléchir sur les questions d'actualité, à l'instar de celle relative à la Constitution. C'est ainsi que les membres du CNJ-Congo se sont insurgés contre toute instrumentalisation des jeunes. Ils ont demandé aux politiques de traiter cette question avec délicatesse en vue de préserver la paix chèrement acquise. « Le changement ou non de la Constitution est, certes, important pour nous jeunes, mais ce qui importe c'est la prise en compte de nos problèmes dans l'un ou l'autre des deux cas. Les conseillers appellent l'ensemble de la jeunesse congolaise à un comportement républicain et aux partis politiques, toutes tendances confondues, à s'abstenir d'instrumentaliser la jeunesse, avenir du pays », ont-ils mentionné dans leur communiqué final. Clôturant les travaux, Anatole Collinet Makosso a exhorté les jeunes à ne plus dormir sur leurs lauriers après l'adoption de leurs textes fondamentaux et la budgétisation de leur plan d'action. « En vous dotant d'un siège, le gouvernement et le président de la République ont, une fois de plus, vou-

lu mettre à votre disposition un cadre de travail devant vous permettre de mieux vous construire afin de mener à bien votre mission auprès des jeunes de notre pays. Je vous appelle donc à plus d'ardeur au travail et à plus de responsabilité. Ce cadre de travail vous permettra, j'en suis sûr, de mutualiser vos intelligences pour que vous vous investissiez davantage dans votre action de défense et d'encadrement des jeunes aux côtés du gouvernement de la République », a-t-il souligné.

Le ministre de la Jeunesse a enfin invité les membres du bureau exécutif national ainsi que les conseillers du CNJ à l'observation et au respect des principes édictés dans le code de bonne conduite ; à observer une attitude républicaine chaque fois que l'occasion leur est donnée de débattre des questions de haute portée concernant la jeunesse.

Rappelons que les participants ont bénéficié, en marge de cette session, d'une formation sur la Gestion axée sur les résultats. Ils ont ensuite échangé avec les membres du gouvernement sur des questions relatives à l'éducation, la santé, l'emploi des jeunes, l'agriculture, l'action humanitaire, la politique de la jeunesse, la gestion du domaine public, la recherche scientifique et aux métiers de la mer.

Parfait Wilfried Douniama



Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : inscription@iprc-training.org
Site web : www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus ou par email.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DURÉE	COÛT	PERIODE
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5jrs	400 000 FCFA	17 au 21 novembre 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant(e) de direction : Perfectionnement	3jrs	400 000 FCFA	1 au 3 Décembre 2014
GMP08	Comment répondre efficacement à un appel d'offres des marchés ?	5jrs	500 000 FCFA	8 au 12 Décembre 2014
GMP02	Passation des marchés publics (Travaux, fournitures et services)	5jrs	500 000 FCFA	15 au 19 décembre 2014





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE	ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE	ASSURANCE TOUS RISQUES (Chaudrons, Miroitiers et Bouteilles)
ASSURANCE MALAIRE	ASSURANCE INCENDIE
ASSURANCE VOYAGE	ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
ASSURANCE TRANSPORT	ASSURANCE SCOLAIRE
ASSURANCE GLOBALE BANQUE	

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise dès maintenant!

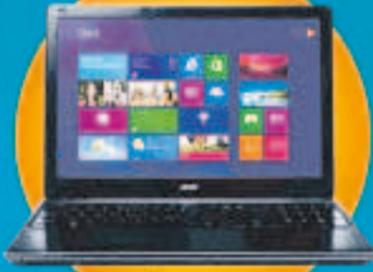


le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

● Acer Aspire E1-570



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.4" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 479.000 TTC

● Acer Celeron (Couleur Rouge)

● Acer Celeron (Couleur Grise)

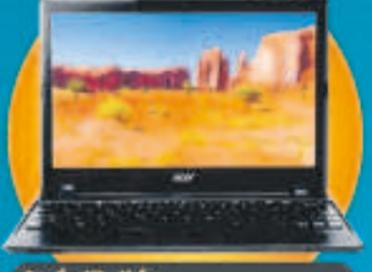


Spécificités

- * Intel Celeron Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 265.000 TTC

● Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : 259.000 TTC




Avenue Alphonse Fonders, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
 Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

PARCELLE À VENDRE

Parcelle à vendre sur l'avenue de France à l'angle de l'avenue Marien Ngouabi à coté du marché Poto-Poto 520 m² contenant un (1) dépôt et une (1) quincaillerie.
Tél: 06 656 49 44 / 04 412 41 56

PROGRAMME DES OBSÈQUES



Emilie Eyala, Agent *des dépêches de Brazzaville*, les familles Eyala, Ngamokouba, Maboussa Lokayama, Botoké et Pounga ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur frère, père, neveu, gendre Lokayama Laurent Lanskyto, survenu le 11 novembre 2014 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial, au n° 3 de la rue Mongo, Poto-Poto. L'inhumation aura lieu ce jeudi 20 novembre 2014 au cimetière Bouka.

Ida Ntiba, agent des *Dépêches de Brazzaville*, les familles Ntsiba, Mieré et Ngolo informent les parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de leur frère, neveu et cousin Hiver Ntsiba dit « José Maria » décédé le 13 novembre 2014 à Brazzaville se présente comme suit:

Le mercredi 19 novembre 2014

- 9 heures: levée du corps à la morgue municipale de Brazzaville;
- 10 heures: recueillement au domicile familial sis au n°95 de la rue Abolo à Ouenzé;
- 11 heures: absoute sur place;
- 14 heures: départ pour le cimetière privé Bouka;
- 16 heures: fin de la cérémonie.



Ne Perdez Plus VOTRE REPERTOIRE AVEC WARID PROTECT



Avec Warid Protect, sécurisez toutes vos données téléphoniques (répertoire, photos, vidéo, etc.).

Pour l'activation, composez *4343*1*1# OK /YES

Coût : 400 fca/mois*

* Plus coût de navigation en cas d'échec



WARID

Passer à l'action

www.waridtel.cg | 04 400 01 23 ou 123 | World Cargo SA

COMMÉMORATION

60 ans d'existence pour le Lions Club Brazzaville Doyen

L'évènement a été célébré le 15 novembre, à Brazzaville, à travers plusieurs activités dont la soirée des ambassadeurs organisée dans la salle des banquets du palais des Congrès.

Créé le 10 novembre 1954, le Lions Club Brazzaville Doyen a totalisé cette année les 60 ans de son existence. La fête a été placée sur le thème : « Architecte d'un monde que nous voulons ». Faisant le bilan du premier club lion en Afrique subsaharienne parrainé par le Lions club Casablanca doyen, le président de cette organisation, Évariste Nkodia, a rappelé que l'activisme de ses membres a valu la création et l'essor de tous les clubs lions dans toute l'Afrique noire. En effet, Brazzaville Doyen a parrainé de nombreux clubs d'Afrique, parmi lesquels Ndjamena Doyen, Bangui Doyen, Kinshasa Bakoko, Libreville cocotier, Pointe-Noire Loango, Brazzaville Lisalisi, Brazzaville Mfoa et dernièrement le Lions club Brazzaville Bondeko.

Selon lui, avec ses quarante membres, Club Brazzaville Doyen a, à son actif, plusieurs réalisations dans des domaines diversifiés. Il a par exemple cité la construction du centre de traitement ambulatoire de Talangaï qui a été endommagé par le drame du 4-Mars à Mpila, et du centre hospitalier des lépreux, Raymond-Poaty à Kinsoundi, dans le premier arrondissement de Brazzaville. « Nous assistons les personnes âgées. Nous avons également dans le programme qui nous a été prescrit par notre gouverneur, de nous occuper particulièrement de l'enfance et de la jeunesse. À cela s'ajoutent l'environnement, les secours d'urgence, la prise en charge des exclus, les handicapés tant physiques que mentaux, les malvoyants et toute autre per-

sonne défavorisée. Nous sommes toujours à leur côté, c'est-là le sens de notre engagement », a-t-il expliqué. Parlant des perspectives de l'association, Evariste Nkodia a annoncé la signature récemment d'une convention entre Lions Club international de Brazzaville et le Programme national d'afforestation et de reboisement (Pro-nar) pour le planting d'un million d'arbres d'ici à juillet 2015. Le second projet annoncé consiste en la construction du Centre de santé intégré de Kimbendi, dans le Pool. « Cette œuvre s'est imposée à nous suite à la parution dans la presse écrite d'un reportage sur son dispensaire datant de 1889. L'objectif global est l'amélioration de l'état de santé de ces populations dans un contexte marqué par l'impératif de protéger ces différentes populations de diverses pathologies. Nous demandons à cet effet, à toutes les personnes, toutes les organisations de bonne volonté qui souhaitent nous assister d'une manière ou d'une autre, dans la réalisation de cette œuvre, de se joindre à nous », a-t-il conclu.

Brazzaville accueillera la 20^e conférence africaine des Lions Clubs

S'exprimant à cette occasion, le directeur international de Lions Clubs, maître Alexis Vincent Gomes, a annoncé la tenue en février 2015 à Brazzaville, de la Conférence africaine des Lions clubs. Cette rencontre qui pourrait accueillir 1 200 personnes du monde entier, sera placée sous le thème : « En Afrique pour la



Me Alexis Vincent Gomes remettant la médaille au général Claude Emmanuel Eta-Onka; crédit photo Adiac

sauvegarde de nos nations ». « Il ne nous faut pas rater cette occasion. Nous avons besoin de paix, nous allons réfléchir ensemble sur la manière de faire pour que cette paix demeure dans nos cœurs...et que nous n'ayons plus à nos âges à pleurer. L'Afrique est un continent scandaleusement riche », a indiqué Alexis Vincent Gomes.

Le directeur international a, par ailleurs, décerné des médailles

à quelques lions qui se sont distingués ces dernières années. Il s'agit, entre autres, du général Claude Emmanuel Etat-Onka qui a reçu la médaille de compagnon de Melvin Jones, président-fondateur de Lions Clubs en 1917. « Il s'agit de la plus haute distinction qui récompense tous ceux qui, dans le Lions Club, s'illustrent par les activités, par leur dévouement, leur disponibilité, surtout

leur caractère. Je peux vous dire que j'ai été agréablement surpris ce jour d'être honoré. Le directeur international a dit qu'il a été frappé par mon humilité, ma disponibilité, ce que j'ai toujours été pour ceux qui me reconnaissent sur le plan sportif et au niveau de mes fonctions », s'est réjoui celui qui a intégré le mouvement à peine trois ans.

**Parfait Wilfried Douniama
et Buno Okokana**

ESCLAVAGE

Près de 36 millions de personnes en sont victimes dans le monde

Environ 36 millions de personnes, soit 0,5 % de la population mondiale, sont victimes de l'esclavage moderne, indique une enquête menée par la fondation Walk Free et rendue publique le 17 novembre.

Le rapport définit le terme esclave comme toute personne soumise au travail forcé, à la servitude, au trafic d'êtres humains, à l'exploitation sexuelle et au mariage forcé ou arrangé. Cette définition renvoie à une vision moderne du terme.

Les résultats du rapport du groupe anti-esclavagiste basé sur l'Indicemondial de l'esclavage (Global Slavery Index) indiquent que « l'esclavage moderne est présent dans l'ensemble des 167 pays » couverts par l'étude. Le texte présente l'Inde comme le pays qui regroupe le plus d'esclaves, alors que la Mauritanie a le pourcentage le plus élevé en la matière.

L'Afrique et l'Asie sont confrontées aux plus grands défis en matière d'esclavage, alors que cette pratique inhumaine est moins répandue en Europe. Sur le continent africain, la Mauritanie chapeaute le classement avec le grand nombre d'esclaves, soit 4 % de la population. Dans ce pays en effet, les « Maures noirs », descendants de Noirs sont asservis par les Arabes berbères arrivés en Mauritanie au XI^e siècle. « Le statut d'esclave est héréditaire », souligne le rapport, qui précise que beaucoup de personnes dans ce pays d'Afrique, réduites en esclaves, héritent cela de leurs ancêtres.

Rappelons qu'en 2012, l'Organisation internationale du travail (OIT) avait estimé que près de 21 millions de personnes étaient victimes du travail forcé.

Nestor N'Gampoula

POPULATION

Le FNUAP prévoit un miracle économique en Afrique subsaharienne

Le rapport annuel du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) a été rendu public le mardi 18 novembre à Paris. Intitulée : « 1,8 milliard d'impacts : investir sur les adolescents et de jeunes du monde pour le futur », cette analyse indique que le recul des naissances pourrait contribuer au cours des prochaines décennies à un miracle économique en Afrique sub-saharienne.

L'étude qui annonce l'eldorado africain dans les prochaines années avance que cette situation s'expliquerait par la baisse des naissances, puisque la tranche d'âge de 15 à 24 ans qui a connu un pic autour de 2010 dans les pays les moins développés a commencé à baisser. « D'ici à 2050 la population en âge de travailler aura plus que doublée. C'est ainsi que le Nigeria par exemple, le pays le plus peuplé d'Afrique, pourrait tripler le revenu par habitant d'ici une génération », souligne le texte. Malgré ces perspectives, le rapport prévient qu'il faut de « bonnes politiques et des investissements » pour voir ce rêve devenir réalité. Pour ce faire, le fonds onusien a appelé les gouvernements des pays de la région à se préparer pour profiter de « cette opportunité unique » en investis-

sant dans la santé et l'éducation, en améliorant leur gouvernance et en mettant en place les infrastructures nécessaires. « Sans un cadre économique et politique solide pour le soutenir, ce dividende démographique pourrait ne pas se réaliser entièrement », a insisté le FNUAP.

Lors de la présentation du rapport, le directeur du FNUAP, Mabigué Ngom, a insisté sur la nécessité d'investir sur les 1,8 milliard de jeunes que compte la planète. Cela parce que, selon l'organisme qu'il dirige, investir dans la jeunesse c'est maximiser son « dividende démographique ». C'est-à-dire, la contribution de cette catégorie d'âge à la croissance économique mondiale, contrôler le taux de fécondité sont les grands axes que préconisent les

auteurs de l'analyse. Pour ce qui est du contrôle des naissances, l'organisme de l'ONU invite les pays à fortifier le taux de fécondité, en particulier en Afrique subsaharienne, à « s'inspirer des politiques menées en Asie du sud-Est ». Justifiant cette proposition, le directeur du FNUAP a indiqué que la baisse du taux de fécondité entraîne une hausse du taux d'épargne. Alors que sur 1,8 milliard de jeunes, selon ce rapport, 600 millions sont des adolescentes, cette baisse entraînerait une amélioration du respect du droit des femmes, précise-t-on. « Nous devons faire en sorte que les femmes puissent contrôler leur sexualité, ce qui n'est pas encore le cas », a ainsi avoué Mabigué Ngom. « Il faut faire des investissements massifs » pour accélérer le processus, a-t-il insisté, dénonçant par la même occasion de nombreux foyers d'instabilités qui freinent toute volonté politique en direction de la jeunesse, notamment en ce qui concerne le planning familial.

N.N'G.

BURKINA FASO

Le nouveau président de la transition prête serment

Désigné président de la transition à l'unanimité par toutes les forces vives de la nation burkinabé, Michel Kafando a prêté serment le 18 novembre dans la matinée. Cet acte met fin à un intérim militaire intervenu suite à la démission de Blaise Compaoré après des manifestations populaires.

« Je voudrais vous dire que je reçois cette charge avec beaucoup d'honneur, mais aussi avec beaucoup d'humilité. L'humilité d'un homme qui n'est là que pour une période transitoire, un homme conscient que le pouvoir qu'il détient appartient au peuple et que de ce fait, son exercice ne doit souffrir d'aucun abus ».

La prestation de serment s'est déroulée dans une ambiance chaleureuse. Le nouveau président assure qu'il travaillera conformément aux textes en vigueur. « Je tiens à vous rassurer que l'autorité que nous entendons incarner, avec le gouvernement et le Conseil national transitoire, sera respectueuse de notre Constitution et

de la charte que nous venons d'adopter. Nous attendons de que vous rappeliez à tous et à tout moment, le devoir sacré du respect de notre Constitution ».

En principe, la formation du gouvernement de transition ne devait pas tarder après cette investiture du président Michel Kafando. En ce qui concerne le poste de Premier ministre, la charte prévoit qu'il peut être civil ou militaire.

Le président par intérim sortant, le lieutenant-colonel Zida, a indiqué qu'il est disponible d'occuper le poste. Ce d'autant qu'il a été décoré des Ordres du Burkina Faso, lors de la cérémonie de prestation de serment.

« Aujourd'hui, je suis notamment

heureux deux semaines après avoir assumé les hautes charges de l'Etat. Nous pensons que nous avons réussi notre mission qui était donc de pouvoir transférer le pouvoir aux civils, et donc dans un Etat paisible, sécurisé. Nous avons le sentiment d'avoir réussi cette mission », s'est félicité Isaac Zida, en ajoutant qu'il était au service du président Michel Kafando.

Le 17 novembre, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon a félicité le peuple du Burkina Faso pour la désignation de Michel Kafando comme intérimaire et l'adoption de la Charte de la transition. Ban Ki-moon a estimé que cette maturité du peuple burkinabé permettra la bonne conduite de la transition jusqu'à l'organisation des élections en novembre 2015.

La présidente de la commission de l'Union africaine (UA), Nkosazana Dlamini-Zuma, s'est réjouie,

quant à elle, du rétablissement de la Constitution et note avec satisfaction la désignation du diplomate Michel Kafando, comme président de la transition.

Nkosazana Dlamini-Zuma a également exprimé « sa profonde appréciation à l'ensemble des parties prenantes et au peuple burkinabé pour leur maturité politique et leur sens de responsabilités, qui ont permis de franchir cette étape cruciale ».

Dans un communiqué, François Hollande a félicité Michel Kafando, se félicitant également de l'adoption d'une charte de transition. « La France se tient aux côtés du Burkina Faso durant cette période clé de son histoire. Elle se réjouit de l'adoption, par les différentes parties prenantes du Burkina Faso, d'une charte de la transition qui conduira le pays jusqu'aux élections présidentielles », assure le communiqué de l'Élysée.

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF), a salué l'esprit de responsabilité des populations burkinabé. Félicitant la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO), l'Union africaine (UA) et l'ONU pour leur soutien indéfectible, Abdou Diouf a, dans sa déclaration, invité toutes les parties au maintien de cette dynamique déjà enclenchée jusqu'à l'organisation des prochaines élections en 2015.

Michel Kafando est un diplomate émérite. Sa candidature bien que proposée par l'armée, a été approuvée par consensus par toutes les parties. L'Union africaine avait lancé un ultimatum à l'armée de remettre le pouvoir aux civils avant lundi 17 novembre. La désignation de Kafando lundi 17, et la passation de pouvoir de ce mardi 18 novembre obéissent à l'ultimatum de l'UA.

Fiacre Kombo (Stagiaire)

EBOLA

Le G20 donne un coup d'accélérateur à la lutte contre l'épidémie

Lors du sommet du G20 tenu du 15 au 16 novembre en Australie, l'Union européenne a ordonné l'envoi de 1,4 tonne de matériel d'urgence à destination de l'Afrique de l'Ouest, où sévit la maladie. Même son de cloche du côté de la Chine.

Le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone sont en attente de 160 voitures, de 80 containers de lits, des médicaments, d'environ 11 millions

qui aident. Nous avons aussi besoin de formation pour les collègues africains qui sont sur place », a déclaré Jan Eijkenaar, as-

« Les ressources humaines restent le grand problème. Nous peinons à trouver des gens qualifiés, qui peuvent fournir ce type de soins, très intensifs et très usants. Il y a beaucoup de rotations parmi ces gens qui aident. Nous avons aussi besoin de formation pour les collègues africains qui sont sur place »

de gants, ainsi que d'un laboratoire mobile. Au total près de 1,4 tonne de matériel d'urgence et de véhicules seront acheminés dans ces différents pays. « Nous sommes en route pour livrer ce matériel aux pays ouest-africains touchés par Ebola. Il y a du matériel de transport pour faciliter le travail dans les zones enclavées, et également du matériel de protection pour les agents de santé », assure le capitaine Peter van den Berg, chargé de cette mission.

L'aide financière de l'Union européenne (UE) est évaluée à 35 millions d'euros. Destinée à soutenir les efforts des humanitaires sur le terrain, cette opération est le fruit de la mobilisation de plus de neuf pays d'Europe. « Les ressources humaines restent le grand problème. Nous peinons à trouver des gens qualifiés, qui peuvent fournir ce type de soins, très intensifs et très usants. Il y a beaucoup de rotations parmi ces gens

sistant technique au sein de l'aide humanitaire de la Commission européenne. La Chine a déjà envoyé plus de 300 personnes dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, et quelques 1000 membres d'équipes médicales et experts en santé publique qui sont prêts à partir à tout moment. Elle a également offert aux pays touchés des soutiens financiers et matériels, dont le montant total a atteint 750 millions de yuans (soit 122 millions de dollars).

Lors de ce sommet, les dirigeants des pays les plus riches ont promis d'apporter leur soutien aux efforts de lutte contre l'épidémie de la fièvre hémorragique. « Les membres du G20 s'engagent à faire tout ce qu'il faut pour que les efforts internationaux aboutissent à une éradication de l'épidémie, et à couvrir ses conséquences économiques et humanitaires à moyen terme », a indiqué le G20 dans un communiqué publié à l'issue de la première journée du sommet.

Par ailleurs, les chefs d'Etat et de gouvernements présents au rendez-vous, ont appelé la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) à poursuivre leur soutien aux pays affectés par Ebola. La Banque mondiale a aussi profité de ces grandes retrouvailles pour défendre son projet de création d'un « fonds d'urgence », destiné à mieux contrecarrer les prochaines pandémies et épidémies. Elle a par ailleurs prévenu que d'ici 2015, l'élan de la propagation de l'épidémie actuelle pourrait coûter environ 32 milliards de dollars à l'Afrique de l'Ouest. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lui aussi profité du G20 pour demander aux géants du monde à « intensifier la réponse internationale », afin de mettre un terme à la fièvre hémorragique Ebola.

Malgré cette mobilisation, certaines ONG humanitaires comme Oxfam estiment, que beaucoup reste à faire. Cette ONG observe que presque la moitié des membres du G20 n'ont pas fourni leur part de participation financière à la lutte contre Ebola. Soutenue dans cette démarche par l'organisation Save, l'ONG Oxfam a interpellé les vingt pays les plus riches du monde à unir leurs efforts financiers, humains et matériels en vue de stopper l'épidémie d'Ebola.

Rappelons que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a découvert le week-end dernier un cinquième cas d'Ebola au Mali. L'annonce de ces cas suspects, a fait monter d'un cran l'inquiétude dans le pays. Selon le dernier bilan de l'OMS, l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest aurait fait 5177 morts.

F.K. (Stagiaire)

ACTUALITÉ EN BREF

Lutte contre Ebola : la Russie achemine un hôpital mobile en Guinée

Deux avions cargos russes AN-124 sont arrivés le 16 novembre à Conakry avec des équipements d'un hôpital mobile d'urgence d'une capacité de 200 lits. Un troisième avion est arrivé le lendemain avec le reste des équipements. Le gouvernement guinéen décidera prochainement du lieu d'installation de cet hôpital mobile. Après son montage, il sera déplacé partout où le besoin sera.

Le ministre guinéen de la Santé a signalé que ce second don est le résultat des mémorandums signés, le 30 octobre dernier par la Guinée et la Russie, en faveur du système sanitaire guinéen. Déjà, des virologues russes équipés d'un laboratoire mobile, sont impliqués dans la riposte face à Ebola, depuis fin août.

La Russie a aussi annoncé qu'elle a débloqué près de 20 millions de dollars dans la lutte contre la fièvre hémorragique à virus Ebola, a déclaré le premier ministre russe, Dmitri Medvedev, lors du 9e Forum de l'Asie de l'Est à Naypyidaw, en Birmanie. A la mi-octobre, il a déclaré que Moscou était prêt à élargir sa coopération avec l'OMS dans ce domaine.

Institutions financières : les Brics capables de résister à la crise économique mondiale selon Poutine

Lors d'une rencontre des chefs d'Etat des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine Afrique du sud) organisée en marge du sommet du G20 à Brisbane, en Australie, le président russe a déclaré que les BRICS permettront de stabiliser les marchés nationaux des capitaux pendant la crise économique mondiale. Vladimir Poutine a, par ailleurs, rappelé que les ressources totales du fonds de devises étaient évaluées à 200 milliards de dollars. Selon lui, ces efforts offrent de nouvelles possibilités d'élargir la coopération commerciale et d'investissement. Les BRICS intensifient leur coopération industrielle et technologique, réalisent des projets énergétiques conjoints, collaborent dans la production des minerais, l'agro-alimentaire, les hautes technologies, la sécurité de l'information, la santé publique, l'enseignement et la recherche scientifique.

« La présidence du BRICS passe à la Russie à partir d'avril 2015. Nos efforts sont appelés à élargir la coopération dans le cadre de l'union. La Russie prépare un projet de stratégie de partenariat économique et une feuille de route pour la coopération d'investissement », a indiqué le président russe, Vladimir Poutine.

Partenariat : la Guinée-Equatoriale abritera un Sommet Turquie-Afrique

Six ans après un premier sommet organisé à Istanbul (capitale de la Turquie), Malabo s'appête à accueillir le second sommet, dont l'objectif est de définir un nouveau modèle de partenariat en vue d'améliorer le développement durable et l'intégration de l'Afrique.

Durant ce sommet, une déclaration de principe et un plan d'action 2015-2018 sera adopté. La réunion mettra l'accent sur l'agriculture, l'éducation, la santé, l'énergie, le commerce et l'investissement, la paix et la sécurité. Elle se tiendra en présence de Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la Commission de l'Union africaine, et de ministres de quatorze pays du continent.

Yvette Reine Nzaba

FRANCOPHONIE

Le français, une langue mondiale en recul en Europe



Le français a connu, ces quatre dernières années un déclin en Europe. Mais durant la même période, il a progressé de 7%, au niveau mondial, notamment grâce à l'Afrique et à la Chine.

Selon l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le nombre de francophones à travers le monde a progressé de 7% depuis 2010. Ce qui fait de la langue de Molière l'une des langues qui connaissent la plus forte progression dans le monde actuellement.

Des résultats qui tordent le cou au mythe de la langue française en déclin, a déclaré la cheffe de Division de la langue française à l'OIF, Imma Tor. Le recours à la langue française sur tous les continents, et son usage à travers tous les secteurs économiques et segments de la société, en font la seule langue, avec l'anglais, qui présente des caractéristiques d'une langue mondiale, d'après Imma Tor.

Le français subit un recul en Europe

Le français est la deuxième langue la plus parlée en Europe, après l'anglais, et la plus apprise à travers le monde, malgré son positionnement fort sur la scène internationale. La tendance du français en Europe connaît un recul depuis 2010. En effet, le nombre de locuteurs en Europe a chuté de 8%. Si le français reste la langue la plus enseignée dans les régions non francophones de Belgique, du Luxembourg et de Suisse, ailleurs, son apprentissage est en déclin. En Allemagne, le français reste la deuxième langue étrangère la plus enseignée. Cependant, il souffre de sa réputation d'être difficile à apprendre et, doit faire face à la montée en popularité d'autres langues, comme l'espagnol, selon les auteurs du dernier rapport de « la langue française dans le monde ». Dans les écoles autrichiennes par exemple, l'italien a supplanté le français comme deuxième langue

étrangère enseignée.

En effet, le déclin du nombre de francophones européen tend à montrer les difficultés du français à percer sur internet et dans les publications scientifiques. Dans ces domaines, le rapport révèle notamment que le français éprouve des difficultés à garder son rythme face à l'anglais qui est de plus en plus utilisé, en tant que langue universelle.

L'anglais, unique future langue de travail au sein de l'UE ?

La pratique de plusieurs langues européennes est devenue l'un des critères essentiels pour postuler aux hautes fonctions. En effet, tous les patrons des structures européennes sont polyglottes. Les trois langues de travail mises en exergue sont l'anglais, le français et l'allemand. Mais ces dernières années, on a constaté un recul du nombre de textes rédigés directement en français, au sein de la Commission.

L'ancien administrateur général honoraire de l'Agence

intergouvernementale de la Francophonie (AIF) devenue OIF, Roger Dehaybe parle d'état « catastrophique » de la langue française au sein des institutions de l'UE. Seuls 12% des textes de l'UE sont produits en français bien que la majorité des fonctionnaires soient originaires de pays membres de l'OIF, souligne-t-il. Etant parvenu à introduire une monnaie unique, il craint que cela soit le cas pour une « langue de travail unique »; et s'alarme de ses conséquences désastreuses pour l'avenir de la langue française dans le monde.

... alors qu'il connaît une forte progression en Afrique

Depuis 2010, le nombre de francophones a augmenté de 15% en Afrique. Bien qu'une langue importée, le français n'est pas une langue étrangère en Afrique, note Imma Timor. C'est la langue de tous les marchés du travail locaux, qui a endossé une importance vitale pour le commerce inter-

national. Et les hautes performances des économies subsahariennes de ces dernières années ont fait du français une langue de travail dans le continent et même au-delà.

Le français est devenu une langue de choix pour commercer avec les investisseurs chinois et dans les milieux africains du business. Il est aussi devenu la troisième langue la plus apprise en Chine, après l'anglais et le russe.

L'OIF, une organisation à deux vitesses ?

Au sein de l'OIF, le français n'est plus la seule langue utilisée lors des débats, rappelle Roger Dehaybe. Ce, à cause ou grâce à l'adhésion massive des pays issus, parfois d'autres obédiences. Pour faire de l'OIF un outil plus efficace pour la protection de la langue française, Roger Dehaybe propose la création d'« instances » ou des cercles au sein même de l'organisation, lesquelles dépendraient des « situations linguistiques spécifiques des pays ».

Noël Ndong

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

www.lesdepêchesdebrazzaville.fr

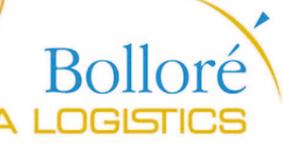


Basango 4 Jazz Festival
à Pointe-Noire

Du 4 au 6 décembre 2014
Jazz, la rumba en héritage...

ALAIN MABANCKOU
BLACK BAZAR

au
Centre Culturel Jean Baptiste
TATI LOUTARD



La Minusca prend le dispositif sécuritaire de l'aéroport Bangui M'Poko

La sécurisation de l'aéroport Bangui M'Poko, autrefois assurée par les forces européennes EUFOR, est désormais sous le contrôle de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République Centrafricaine (Minusca). La cérémonie de passage de témoin entre les deux unités internationales a eu lieu lundi 17 novembre à Bangui.

C'était en présence de nombreuses personnalités parmi lesquelles des membres du gouvernement de transition, des représentants des organisations internationales accréditées en Centrafrique, ainsi de la Minusca, de l'EUFOR-RCA et de la force

française Sangaris.

Le transfert de responsabilité entre l'unité d'infanterie de l'EUFOR et les Casques bleus de la Minusca s'est effectué sur plusieurs semaines. Durant cette période, les deux forces internationales ont mené des opérations conjointes

dans le but de maintenir un engagement sécuritaire identique au bénéfice des opérations aériennes et de la population.

Pour le commandant de l'EUFOR-RCA, Philippe Pontiers, la mission européenne qui a réitéré son engagement à soutenir les Casques bleus déployés au poste de l'aéroport de la capitale, « la cérémonie de passation de main constitue l'une des réalisations de sa fonction de pont vers la Minusca, dans le cadre de la tran-

sition progressive entre les deux forces qui devra s'achever en mars 2015. »

Le commandant de la Minusca, Martin Chomu Tumenta a déclaré : « La Minusca s'engage, pour sa part, à garantir le même niveau de sécurité dans la zone aéroportuaire, et à soutenir le développement économique du pays, dont l'aéroport constitue une pièce charnière et le seul point d'accès international du pays. Elle réitérera également sa détermination

à assurer la protection des civils, conformément à son mandat, en collaboration avec les forces nationales et internationales ».

La sécurisation de l'aéroport et ses environs reste la priorité des deux forces internationales engagées sur le sol centrafricain. Dans ce volet d'activité, l'unité de génie de l'EUFOR a procédé récemment à la restauration de la voie d'accès à l'escale et des structurations de contrôle de l'aéroport.

Fiacre Kombo (stagiaire)

BANGUI

Vers la relecture du code électoral

Le président de l'Autorité nationale des élections (ANE), Dieudonné Kombo-Yaya a confié, la semaine dernière que le code électoral centrafricain sera relu afin de prendre en compte les nouvelles exigences. Le processus de la révision dudit code serait déjà enclenché par cette institution.

Ce sont les questions relatives à la biométrie et au découplage des élections qui sont concernées par cette éventuelle modification. Il est question, selon les informations du RJDH de retirer du code électoral la biométrie et le découplage des élections. Dieudonné Kombo-Yaya, président de l'ANE a confirmé l'idée de la relecture du code électoral exclusivement des articles concernant la biométrie et le découplage des élections qui sont, « des exigences du code électoral mais cela devra revenir très

cher et surtout tirer le processus en longueur. Nos partenaires ont dit qu'ils ne pouvaient pas financer la biométrie et le découplage des élections. Après discussion, nous avons opté pour le manuel avec photo qui est un peu plus rassurant et le couplage des élections de 2015 », a expliqué Dieudonné Kombo.

Le président de l'ANE a expliqué que ce sont ces nouveaux défis qui imposent la relecture. « Nous savons que ces deux aspects sont consacrés par le code électoral et pour s'en passer, il faut une révision en passant par les canaux indiqués. C'est ce que nous avons fait en engageant la discussion avec le groupe de concertation, ce qui a permis de trouver un compromis qui est le manuel et le couplage des élections », a-t-il signifié.

De sources bien informées, l'ANE a saisi le Premier ministre afin de

lancer le processus de relecture dudit code. Dieudonné Kombo-Yaya a confirmé cette information en précisant que son organe a saisi la primature qui à son tour devrait consulter la Cour constitutionnelle de transition (CCT) avant l'envoi du projet au Conseil national de transition (CNT) pour adoption.

Le CNT et la Cour constitutionnelle affirment n'avoir pas encore été saisis de ce dossier. Le projet de la retouche du code électoral serait encore sur la table du gouvernement.

Le code électoral centrafricain a été adopté par le CNT et promulgué en novembre 2013 par l'ancien président Michel Djotodia.

Le budget des opérations électorales biométrie et découplage compris s'élève à plus de 36 milliards de Fcfa. Ce budget sera revu en baisse si la biométrie et le découplage sont retirés du processus.

Une opération de protection s'est tournée au drame au BARC

Alors que la police nationale intervenait pour protéger des musulmans au Bu reau d'affaitement routier en Centrafrique (BARC) contre une foule hostile, des ex-Séléka cantonnés au BEAL et BSS ont tiré dans la foule.

L'événement a eu lieu entre 16 heures et 17 heures quand des sujets musulmans, au nombre de 28 sont arrivés en provenance de Kaga-Bandoro dans une escorte de la Minusca. Leur présence a été remarquée par des gens et la tension était vite remontée. Pour les protéger, le Directeur général du BARC aurait demandé à la police nationale d'intervenir rapidement.

« Nous avons été alertés par le Directeur Général du BARC pour assurer la protection de ces musulmans. Notre travail était impartial et ce n'est pas la première fois de mener ce genre de mission de protection. Nous avons été pris à partie, mais nous avons fait de notre mieux pour mener à bien notre mission », a fait savoir une source policière.

Entre-temps, avant l'arrivée des policiers, les 28 musulmans étaient sous la protection des cinq autres policiers, détachés au service d'identification du BARC. Ayant été informés, des ex-Séléka cantonnés du camp BEAL et ceux de la BSS ont fait irruption au BARC, dans l'intention de récupérer les 28 musulmans. C'est là que l'échange de tirs a commencé, selon un témoin de la scène.

« J'étais à l'intérieur du BARC en train de vendre mes marchandises. Un véhicule de la police est arrivé en grande vitesse et des ex-Séléka du BSS aussi venaient de l'autre côté. Nous étions au milieu, les gens commençaient à se paniquer. En ce moment-là, l'orchestre Canon star jouait au premier étage du bâtiment. Lorsque des tirs ont commencé, j'ai vu des gens qui ont reçu des balles, tombés et se font marcher dessus. Quand les policiers sont repartis avec les musulmans, les ex-Séléka ont procédé au pillage des buvettes et ont saccagé des cafeterias », a expliqué un vendeur au BARC, témoin de l'incident.

Selon des sources hospitalières, une personne a été tuée, trois ex-Séléka ont été grièvement blessés et quelques policiers ont reçu également des balles et des projectiles.

Dans la soirée du dimanche, les 28 musulmans embarqués à la gendarmerie nationale par la police, pour des questions de sécurité, ont été ramenés au km5 par la Minusca. Selon des sources du camp BEAL, ces musulmans sont des ex-Séléka. Ils seraient venus de Kaga-Bandoro pour rejoindre leurs frères d'armes afin d'être pris en charge par le gouvernement.

Jusqu'alors, le calme est revenu dans les secteurs des 200 villas et des 36 villas où se trouvent le camp BEAL, le BSS et le BARC.

Source : Réseau des journalistes pour les droits de l'Homme

120 policiers et gendarmes décrochent leurs diplômes de formation

Les policiers et gendarmes centrafricains ont reçu leurs certificats de fin de formation en police de proximité, à l'Ecole nationale d'administration et de la Magistrature (ENAM). Ils ont été formés sur financement de l'Union européenne pendant 45 jours par l'EUFOR-RCA.

Selon les formateurs, la session de recyclage visait à réadapter leur travail au contexte actuel. « Ces

gendarmes et policiers seront déployés dans tous les arrondissements de Bangui », a confié un responsable de la police centrafricaine. Le ministre de la Sécurité publique, le général de brigade Thierry Mari Metinkoue a noté que la formation des policiers et gendarmes s'inscrit dans le cadre des actions de sécurisation du pays. « Le gouvernement est satisfait de cette formation et

nous demandons aux récipiendaires de se mettre immédiatement à la disposition de leurs unités pour continuer à servir le pays afin de rétablir l'ordre » a souhaité le membre du gouvernement.

La cérémonie a eu lieu en présence des représentants des forces internationales à savoir la Sangaris, l'EUFOR-RCA et la Minusca.



IMETA en partenariat avec EITIA CONSULTING propose des Séminaires de formations et Conférences

Thèmes des Formations	Lieu	Durée	Dates
Management de Projet & initiation au MS Project.	Brazzaville	2 jours	24 au 25 nov 2014
Management des entreprises	Brazzaville	2 jours	26 au 27 nov 2014
Management de la qualité des systèmes d'information ITIL V3	Pointe-Noire	2 jours	29 au 30 nov 2014
Thèmes des conférences			
La gouvernance, élément incontournable pour la gestion intégrée d'un organisme	Brazzaville	18h - 20h	26-nov.-14
La gouvernance, élément incontournable pour la gestion intégrée d'un organisme	Pointe-Noire	18h - 20h	29-nov.-14
Formation supérieure au Maroc	Pointe-Noire	16h - 18h	30-nov.-14

Mail: imetainstitut@yahoo.fr ; Tel: 00242 06 650 64 92

PEINTURE

Paul Alden Mvout
interroge la nature

L'institut français a entrepris de mettre en avant un artiste peintre afin de permettre au public de découvrir l'univers pictural des uns et des autres. Pour ce mois de novembre, le tour est revenu à Paul Alden Mvout dont le vernissage des œuvres a eu lieu le week-end dernier.

Paul Alden est un jeune talent de la peinture congolaise. Ses œuvres laissent transparaître ses convictions écologiques tout autant que ses positions d'artiste responsable et engagé. Après sa formation à l'école de peinture de pototo, il s'est orienté vers le graphisme et le design avant que les ateliers Shams le repèrent. Il participe à cet effet à la première rencontre internationale d'art contemporain qui vont le révéler au public.

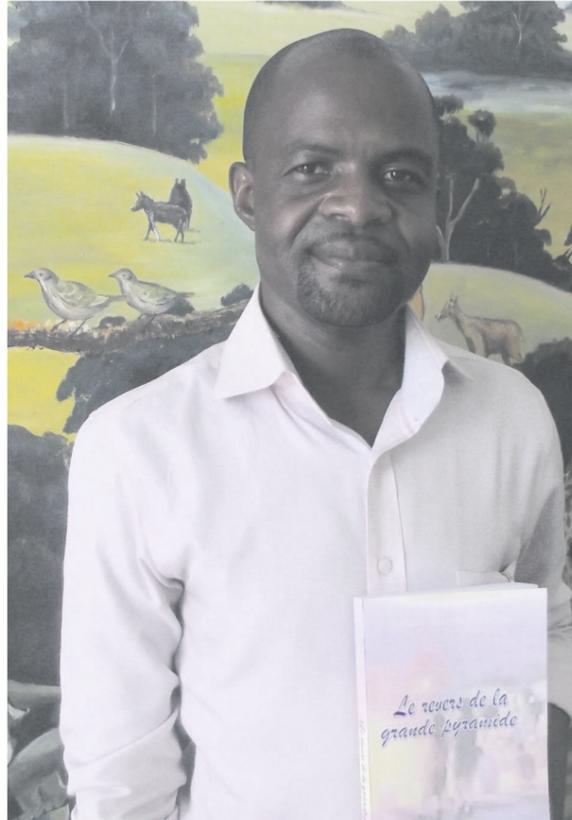
Nature San-té illustre à travers les dix toiles, son engagement marqué et durable en faveur de l'environnement. Dans son approche artistique, on devine cette volonté de mettre son talent au service une cause noble comme le reconnaît l'ambassadeur de France au Congo, Jean Pierre Vidon : « Avec une vision très lucide des grandes questions actuelles notamment celle du réchauffement climatique qui perturbe la planète ou bien celle de la contradiction d'un progrès destructeur, il dénonce avec force, avec des couleurs de conflit entre l'homme et la nature. » « C'est pour son imaginaire débridée que IFC a confié à cet artiste la conception du logo qui accompagne la 20ème anniversaire de notre institution », a ajouté le diplomate français. « J'utilise des couleurs chaudes. Lorsque les couleurs n'attirent pas assez, j'utilise des couleurs frappantes pour appeler à venir découvrir mon univers et capter mon message. Je parle souvent de l'homme et la femme, ils chantent simplement des messages », a conclu Paul Alden Mvout.

Hermione Désirée Ngoma

LITTÉRATURE

«Le revers de la grande pyramide»
présenté au public

La cérémonie de dédicace de cet ouvrage de 288 pages a eu lieu au Centre culturel russe de Brazzaville.



Anicet Blaise Okana et son livre

Le revers de la grande pyramide est écrit par Anicet Blaise Okana. En effet, se donner à priori au hasard d'un « Dieu immatériel » d'une part ; et se laisser froisser dans son intimité, aux charmes d'une politique de l'économie capitaliste mal

définie, d'autre part, tels sont les aspects qu'aborde Anicet Blaise Okana qui pense que les hommes se sont vus imposer une quincaillerie des lois qui ne laissent aucune place au libre arbitre. Pour lui, l'équilibre est rompu sur la terre si bien que les bases équilibrant les rapports d'échanges au sein des peuples ont été toutes piégées. Le revers de la grande pyramide contient douze chapitres parmi lesquels : Kosmos ; Le capital humain ; Les humanités extra planétaires évoluées ; Mythes et traditions ; Dieu ou le grand conseil Galactique ; Les guides des humanités ; Liaison dans le temps et liaison dans l'espace ; Le don, le pardon et le sacrifice ; Le diable dans l'Eglise ; Les francs-maçons et le partage du monde ; Enfance difficile, mais mission impossible ;

Un manque d'amour...

« Frères et sœurs de l'espace-temps, vous avez cinq moments de réflexion et de méditation dans votre vie : L'heure de votre naissance, le jour de votre naissance, la date de votre naissance,

le mois de votre naissance, l'année de votre naissance. Chaque heure, chaque jour, chaque date, chaque mois et chaque année comptent dans votre vie. Chaque heure, chaque jour, chaque date, chaque mois et chaque année sont pour vous les moments de réflexion, de méditation, de bilan sur toutes les actions que vous posez jusque-là », écrit l'auteur pour qui le grand problème c'est de trouver l'équilibre afin de communiquer positivement avec ces entités. « Le vide qui nous entoure est une combinaison des matières chimiques transparentes. Dans ce vide, il se passe des opérations incroyables. Les lois (dont nous ne saisissons pas encore le rôle) se fusionnent et forment un équilibre cosmique parfait. »

Qui est Anicet Blaise Okana ?

Né à Gamboma, dans le département des Plateaux, un jeudi 24 juin 1971, Anicet Blaise Okana a connu une enfance misérable hors de toute assistance familiale. Bien qu'autodidacte, derrière cette enfance difficile, l'auteur réussit à façonner une carrière intellectuelle très remarquable. Il est consultant juridique et fondateur du mouvement Lumière universelle. Après sa formation à la télévision nationale congolaise, en 2000-2001, auprès du cinéaste Sébastien Kamba, Anicet Blaise Okana obtint un certificat de producteur-animateur d'émissions. L'auteur de : Le revers de la grande pyramide, serait très reconnaissant, dit-il, à tous ceux qui lui communiqueront leurs opinions sur le contenu du livre et sa présentation.

Bruno Okokana



AIRFRANCE
FRANCE IS IN THE AIR

AU DÉPART DE POINTE NOIRE

PARIS

À PARTIR DE

560 000 FCFA TTC A/R

AIRFRANCE_KLM WWW.AIRFRANCE.CG

Tarifs au départ de Pointe Noire, aller/retour, disponibles jusqu'au 15/12/2014, toutes taxes comprises et hors frais de service en date du 10/11/2014. Envolez vous entre le 08/10/2014 et le 15/12/2014 pour un séjour de 7 jours à 1 mois. Offre soumise à conditions et modifiable sans préavis. Renseignez vous auprès d'Air France au 05 531 21 51, de votre agence de voyages ou sur www.airfrance.cg

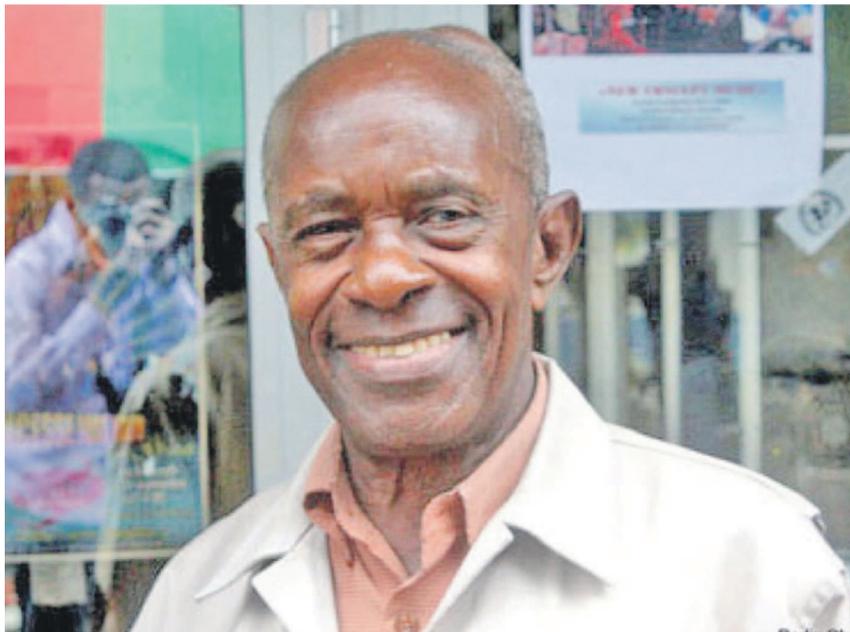
ASSISTANCE

Jean Lema fait un clin d'œil aux maires de Brazzaville et Kinshasa

Bien que convalescent, l'ancien attaché de presse de feu patrice Émery Lumumba félicite les deux maires pour leur élévation respectivement à la vice-présidence de l'Assemblée internationale des maires francophones (AIMF) et au collège des vice-présidents de cette institution.

Jean Lema, alias Jamais Kolonga, grand confident de l'immortel Kallé Jeef, dit Kabasele Tshamala, se remet progressivement de la maladie qui a failli le déstabiliser physiquement. Ses pieds enflés tendent à retrouver leur forme normale autant que sa physionomie d'éternel jouisseur. Le sourire retrouvé, il préfère rendre une fidèle chandelle au Très-haut qui lui a évité l'imparable mais aussi au Premier ministre Matata Ponyo qui aura affiché un intérêt accru pour son état de santé. Ses attentions soutenues à l'égard de ce monument vivant auront, en effet, été d'une grande utilité au point de le tirer du gouffre dans lequel il s'empêtrait, malgré lui.

Au-delà des considérations financières, Jean Lema pense, du haut de ses 79 ans, que le réconfort qu'apporte une présence, ou mieux une visite de celui ou celle qu'on porte en estime vaut plus que tout. En pleine convalescence, ses pensées vont tout droit à l'endroit des maires de deux capitales, Kinshasa et Brazzaville, en l'occurrence, André Kimbuta et Hugues Ngouélondélé. Dans



Jean Lema, alias jamais Kolonga

une correspondance datée du 13 novembre adressée au gouverneur de Kinshasa André Kimbuta Yango et, par ricochet, à son homologue de Brazzaville, Jean Lema les félicite pour leur élévation respectivement à la vice-présidence de l'Assemblée internationale des maires francophones (AIMF) et au collège des vice-présidents de cette institution. Tout en espérant vivement que les deux autorités pourront réagir à sa requête en dépêchant leurs émissaires, à défaut de le rencontrer personnellement, Jean Lema les rassure avec un brin d'humour en disant qu'il n'est pas « ébolique », c'est-à-dire qu'il n'est pas atteint de la maladie à virus Ébola. L'intervention

du Dr Muyembe à ces assises venues balayer toutes les appréhensions autour d'Ébola le réconforte davantage dans ses convictions. Une façon particulière pour lui de rassurer les deux personnalités et d'ôter en elles les appréhensions que susciteraient éventuellement le fait de l'approcher.

Jean Lema trouve toujours un rapprochement entre la récente promotion de deux maires et Kallé Jeef, auteur de la célèbre phrase « *Ebale ya Congo ezali lopango te* ». Vivant, pense-t-il, Kabasele aurait sans doute accompagné les hôtes d'André Kimbuta dans leurs travaux de Kinshasa dont la clôture a eu lieu à la Cité de l'Union africaine.

Alain Diasso

ACTIVITÉS PORTUAIRES

Désengorger urgemment Matadi

Après le départ de la Direction générale des douanes et accises (DGDA) de l'enceinte du port et l'installation de ses services dans un bâtiment voisin, la ville portuaire dispose désormais d'un port sec initié et financé par le groupe Ledy au quartier Ango-Ango.

Pour l'autorité provinciale, le principal effet attendu de la mise en service du port sec est l'accélération de la rotation et le traitement plus rapide des conteneurs maritimes. Au-delà, le projet encourage la création d'emploi. Une telle initiative, a-t-elle poursuivi, contribuera à stimuler les hommes d'affaires du Bas-congo à consolider leurs investissements dans la deuxième province de la RDC pour la contribution aux recettes publiques. Il faut espérer la multiplication des investissements dans différents domaines socio-économiques.

L'administrateur propriétaire du groupe Ledy, Jean Lengo, a évoqué l'apport louable de son projet à la problématique du désengorgement du port de Matadi. Il s'agit d'un ouvrage doté d'équipements de manutentions ultramodernes pour transbordement et transfert rapide de conteneurs. Ce port sec passe pour un événement de taille dans le Bas-Congo au point de mobiliser toute la crème politique et économique de la province. Le projet a suscité et continue de susciter l'intérêt général, y compris chez les opérateurs œuvrant dans le secteur maritime. Le projet qui a été financé à une hauteur non révélée dispose d'un grand bâtiment devant abriter en son sein plusieurs cellules capables d'abriter les succursales des banques commerciales. Ces dernières seront connectées directement au guichet unique de la DGDA et à d'autres services publics intervenant dans le circuit de dédouanement. Pour les autorités provinciales, cette initiative louable d'un digne fils de la province est d'un apport considérable pour désengorger le port public de la Société commerciale des transports et ports. Elle profite d'un terrain propice à sa réussite, notamment l'amélioration du climat des affaires et l'éclosion de l'entrepreneuriat à l'échelle du pays.

Laurent Essolomwa

SONDAGE LES POINTS

67% des membres du gouvernement jugés moins performants

La période octobre-novembre a été négativement marquée par les motions contre le ministre près le Premier ministre en charge des Finances et son homologue en charge des PME.

L'événement qui a eu raison de l'action du gouvernement n'est autre que l'affaire Patrice Kitedi. La motion initiée contre le ministre près le Premier ministre en charge des Finances aura asséné un coup de massue à l'image de l'équipe dirigée par Matata Ponyo et à celle du chef du gouvernement même, remettant en cause sa crédibilité. Malgré son échec à l'Assemblée nationale, l'opposition a réussi à marquer des points vis-à-vis de l'opinion publique qui renforce son rejet vis-à-vis de la plupart des membres de l'exécutif en place.

Pour des analystes avertis, la longue attente du gouvernement de cohésion nationale ne fait pas l'affaire du gouvernement dont certains membres influents ne cessent de connaître des déboires. Il sied de rappeler que l'opinion du Premier ministre est au plus bas dans les sondages depuis plus de trois mois et l'avenir s'annonce

plutôt incertain. Bien de situations ont changé depuis la fin des concertations nationales qui avait vu les Kinois apporter un soutien inconditionnel au maintien de Matata Ponyo à la primature.

Moindre activité

Les sondés déplorent le fait que certains cabinets ministériels manquent de tout, jusqu'aux stylos à encre, cartouches pour impression et papiers duplicateurs. « Dans l'attente du gouvernement de cohésion nationale, certains cabinets ministériels seraient devenus, pour leurs principaux locataires, des simples points de rendez-vous où certains collaborateurs s'illustrent par des marathons de sommeil dans leurs bureaux, sacrifiant ainsi le rendement escompté pour une véritable machine gouvernementale », précise Les Points.

Le sondage précise que le mois de novembre reste positivement dominé par la mise en circulation du premier lot des bus « *Esprit de Vie* » et la fin de l'épidémie d'Ébola, une fierté pour la RDC, et négativement par les motions contre le ministre près le Premier ministre en charge des Finances, Patrice Kitebi Kibul et son homologue en

charge des PME, Remy Musungayi. Bien que sauvé par les élus de la Majorité présidentielle (Mp), les deux ministres y ont laissé quelques plumes et leur image vis-à-vis de l'opinion est plus que jamais ternie.

Ceux qui accrochent

Au classement des ministres qui accrochent dans l'opinion et qui représentent 33% de l'ensemble du gouvernement, le ministre des Transports et Voies de communication, Justin Kalumba Mwana Ngongo se place premier avec 63% après avoir été lavé de tout soupçon par la traçabilité des relevés des comptes entre Sep Congo et la structure des prix du ministère de l'Économie ainsi que le rapport de gestion de stock entre Cobil et Transco dans l'affaire de la consommation du carburant. La mise en circulation des premiers bus « *Esprit de vie* » a également boosté son opinion vis-à-vis des Kinois fatigués par les bus dit « *Esprit de mort* ». À en croire certains analystes, ce premier geste dans l'histoire de notre pays ne s'inscrit pas seulement dans la révolution de la modernité mais aussi dans le changement des mentalités prôné dans le cadre de la nouvelle citoyenneté. Il s'agit

d'un premier pas vers la création de la classe moyenne en RDC.

Le ministre de la Santé, Félix Kabange Numbi (62%) a fait montre d'un grand courage face au pessimisme affiché dans la propagation de l'épidémie à virus d'Ébola. À travers un contact permanent avec les médias, la population a été informée à temps réel des mesures prises pour éviter la propagation de la maladie et l'évolution des statistiques des malades. Ainsi, la décision de mise en quarantaine du territoire touché, a permis d'éviter le pire. À la suite de cette nouvelle épidémie maîtrisée, la RDC peut se prévaloir de son expertise avérée dans la lutte contre le virus Ebola et ainsi faire profiter son expérience aux autres pays du monde pour action plus efficace.

Les kinois demandent mieux

Classé troisième, le ministre de l'Aménagement du Territoire, Urbanisme et Habitat, Infrastructures, Travaux Publics et Reconstruction, Fridolin Kasweshi, améliore sa cote suite au travail réalisé sur la route Matadi, tronçon UPN-Camp Badiadingi et d'autres chantiers en cours à travers la ville de Kinshasa. Il

passé de 56%, oct. 2014, à 58%, nov.2014. Les usagers de ladite route se disent très satisfaits par la célérité et la qualité du travail abattu mais réclament la mise en place des séparateurs en béton afin d'éviter le débordement des bus communément appelés « *Esprit de mort* » qui continuent à hanter les routes de Kinshasa et à endeuiller les paisibles citoyens. La liste se poursuit avec le ministre des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda, qui jouit d'une forte considération dans l'opinion suite à son pragmatisme dans la diplomatie congolaise (54%). Il fait partie des membres du gouvernement dont le poids politique a créé une opinion potentielle qui leur permet de se maintenir même lorsqu'ils ne réalisent pas d'actions concrètes pendant une période donnée. C'est également le cas des ministres Lambert Mende des médias (54%) ; Muyej Mangez de l'Intérieur (53%) et Maker Mwangi de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (52%). Mukoko Samba du Budget et Vahamwiti de l'Agriculture, clôturent la liste des ministres ayant obtenu au moins 50%.

Jeannot Kayuba

KINSHASA

Lancement des travaux d'extension du bâtiment de l'Hôtel de ville

L'ouvrage prévu est un bâtiment de quatre niveaux disposant de services et d'options diverses conformes aux règles de l'art et aux standards internationaux.

La première pierre pour le lancement des travaux de cette extension du bâtiment abritant l'Hôtel de ville de Kinshasa a été posée le 18 novembre par le gouverneur de la ville-province, André Kimbuta Yango. Relevant la valeur de l'ouvrage à construire, le ministre provincial du Plan, Budget, Travaux publics et Infrastructures, Robert Luzolanu, a indiqué que l'extension du bâtiment de l'hôtel de ville de Kinshasa est une réponse de l'autorité urbaine à l'appel lancé par le chef de l'État, Joseph Kabila, dans le cadre de la Révolution de la modernité.

La superficie totale à bâtir est de trois mille quatre cents mètres carrés. Outre un parking extérieur, il est prévu, au niveau du rez-de-chaussée, un parking intérieur d'une capacité de trente véhicules. Le premier étage comprendra les bureaux du vice-gouverneur et de ses services, une salle de réunions d'une capacité de cinquante personnes, des bureaux

pour les membres du cabinet ainsi que des sanitaires.

Le second étage comprendra, quant à lui, le bureau du gouverneur de la ville, ceux de ses services, une salle de réunion pour le conseil des ministres, une réception et une salle d'attente. Le dernier niveau comportera essentiellement une salle de conférence d'une capacité de cinq cents personnes, une salle de banquet de même capacité, des sanitaires et certaines dépendances.

Il est également prévu la mise en place de certains équipements techniques spéciaux dont un système de détection automatique de fumée et un arsenal important d'extincteurs portables en vue de parer à toute éventualité avant l'intervention du corps des sapeurs pompiers.

Il y sera également pourvu l'installation d'une vidéo surveillance des accès aux bureaux dotée des



EXTENSION DU BÂTIMENT DE L'HOTEL DE VILLE DE KINSHASA

l'entrepreneur: COV

caméras et équipements issus de la dernière génération en cette technologie, ainsi que du réseau Internet Wifi.

Une connexion avec l'ancien bâtiment

Le plan de la réalisation de cet édifice dont le coût s'élève à 5.927.790,77 dollars américains, a totalement intégré, selon le ministre Luzolanu, la parfaite connectivité avec l'ancien bâtiment. Une passerelle a été prévue à l'ef-

fet de relier ces deux édifices. Le futur bâtiment sera doté de deux ascenseurs, le premier d'une capacité de huit personnes et le second de douze.

Il est noté que le financement de ces travaux, dont la durée prévue est de neuf mois, est assuré grâce aux ressources propres de la ville-province. Les études ont été réalisées en régie par la Ratpk alors que la surveillance des travaux incombe à une équipe mixte des techniciens de cette régie et

du ministère provincial du Plan, en qualité de maître d'œuvre. Le contrôle des travaux est confié au Bureau technique de contrôle.

Une propriété de l'Hôtel de ville de Kinshasa

Le ministre Robert Luzolanu a profité de la tribune lui offerte pour démentir solennellement la rumeur qui attribuerait la propriété abritant l'hôtel de ville de Kinshasa à une tierce personne. Selon le ministre provincial du Plan, Budget, Travaux publics et Infrastructures, le bâtiment actuel de l'Hôtel de ville, construit bien avant l'indépendance du pays, représente un pan important de l'histoire de la ville-province de Kinshasa. Ce bâtiment, a-t-il rappelé, a jadis servi de bureau de district du Moyen-Congo, qui fut transformé en district urbain. Ce site a également accueilli, le premier, la statue de Sir Henry Morton Stanley, avant son transfert au Mont Ngaliema en 1958.

Robert Luzolanu a noté que ce bâtiment revêt un caractère emblématique en ce qu'il a toujours servi de siège à des institutions urbaines. « *A ce titre, il incarne l'identité de la ville de Kinshasa* », a-t-il souligné.

Lucien Dianzenza

JUSTICE

La VSV salue la condamnation de deux officiers de la police et de l'armée pour viol et crimes de guerre

L'ONG saisit l'occasion pour encourager le système judiciaire congolais à poursuivre la lutte contre l'impunité des auteurs de viol et autres violences faites à la femme aux fins de contribuer à la promotion de la dignité humaine en général et celle de la femme congolaise en particulier.

Dans son communiqué publié le 17 novembre, la Voix des sans-voix pour les droits de l'homme (VSV) dit avoir appris avec soulagement la condamnation, le 7 novembre, par la Cour militaire de Kananga, au Kasai occidental, du colonel de la Police nationale congolaise, Jean Kumu Angala, à dix ans de servitude pénale principale (SPP) pour viol, il y a deux mois, d'une policière et de sa fille. Cette ONG se félicite également de la condamnation à la même date, par la Haute cour militaire à Kinshasa, du général de brigade des Fardc, Jérôme Kakwavu, à dix ans de SPP, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité dont les meurtres, la torture et les viols commis à Aru, en Ituri, dans la Province orientale en 2004. Cette condamnation, note la VSV, est assortie de paiement aux victimes des dommages et intérêts pour les préjudices subis.

La VSV qui agrée ces condamnations note, par ailleurs, que dans la ville de Kinshasa, les auteurs des cas de viol, qui se recrutent souvent parmi les civils et des hommes en uniforme et qui profitent de la vulnérabilité des femmes et jeunes filles, bénéficient souvent de l'impunité. « *La VSV fustige avec véhémence le fait que la plupart de ces criminels, une fois arrêtés, bénéficient de la liberté quelque temps après moyennant les espèces son-*



Une composition de la Cour militaire nantes et trébuchantes ou des sommes d'argent, favorisant ainsi l'impunité tant déplorée dans le cadre de la lutte contre les violences faites à la femme », a souligné cette ONG.

Tout en réitérant ses vifs encouragements à la justice tant militaire que civile appelée à poursuivre et dynamiser la lutte contre les viols et les violences faites à la femme, la VSV demande à l'État congolais d'améliorer effectivement les conditions de travail et les salaires des magistrats militaires et civils afin de garantir la bonne administration de la justice à travers tout le pays. L'ONG exhorte également l'État à la mise en place des mécanismes efficaces de suivi de l'exécution des verdicts prononcés par les cours et tribunaux en matière de viols et violences faites à la femme afin d'en assurer l'éradication, ainsi qu'au soutien et au montage des structures d'encadrement des victimes de viol sur toute l'étendue du territoire national aux fins de faciliter leur prise en charge médicale et psycho-sociale.

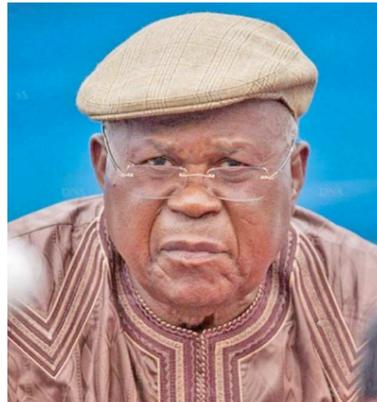
Lucien Dianzenza

UDPS

Le parti prône le dialogue inclusif entre les principales forces politiques

Tous les problèmes qui handicapent la viabilité de l'État seront minutieusement examinés lors de ce débat selon l'esprit et la lettre de l'Accord-cadre d'Addis-Abeba dans sa résolution 2098.

L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et toutes les forces acquises au changement exigent de la communauté internationale la convocation rapide du dialogue inclusif prévu par l'Accord-cadre d'Addis-Abeba dans sa résolution 2098. Une des premières matières qui sera traitée par ledit accord sera, d'après cette opposition, de régler la question de légitimité du pouvoir qui se pose au pays par le rétablissement de la vérité des urnes. Telle est la substance du message d'Étienne Tshisekedi livré à la base de l'UDPS/Mbuji-Mayi, le 10 novembre, que le secrétaire général adjoint Bruno Tshibala a relayé au cours d'une conférence de presse.



Étienne Tshisekedi

Pour l'UDPS, le dialogue inclusif entre les principales forces politiques

du pays constitue le cadre idéal pour remettre la pendule à l'heure en ce sens que tous les problèmes qui handicapent la viabilité de l'État seront minutieusement examinés.

Concernant la révision de la Constitution, le parti d'Étienne Tshisekedi note qu'en tant que loi des lois, elle devrait être mise à l'abri des aléas de la vie et des révisions intempestives. « *Nulle part dans cette Constitution, il est dit et permis que quelqu'un le fasse même en recourant au peuple consulté par référendum* », a fait savoir Étienne Tshisekedi par le truchement de son secrétaire général adjoint. Et d'ajouter que l'UDPS dit « *Non* » à une soit-disant nouvelle Constitution qui serait l'œuvre des forces démocratiques au service des intérêts partisans. Quant au processus électoral en cours piloté par la Céni de l'Abbé Apollinaire Malumalu, l'UDPS par la voix de son mentor récuse la mise en place de cette institution citoyenne négociée selon la seule volonté du pouvoir illégal en violation des principes d'une République démocratique moderne.

À titre de recommandations, l'UDPS appelle le peuple congolais à s'opposer à toute tentative du pouvoir visant à réviser la Constitution ou d'en imposer une nouvelle. « *La Céni, la véritable, sera mise en place par consensus au dialogue inclusif* », a déclaré Étienne Tshisekedi.

Et si ce dialogue n'est pas convoqué dans les meilleurs délais, la population du Kasai oriental est exhortée « *à se prendre en charge pour mettre fin à l'imposture et à l'aventurisme politique* ».

Alain Diasso

VERDICT DU PROCÈS MAMADOU NDALA

Un officier des Fardc et quatre rebelles ougandais écopent de la peine capitale

Le fait que la RDC applique un moratoire sur l'exécution des condamnations à mort, il va sans dire que celles-ci sont systématiquement commuées en peine de détention à vie.

Après plus d'un mois d'un procès qui a tenu en haleine l'opinion nationale, La Cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu ayant instruit le dossier lié à l'assassinat du colonel Mamadou Ndala a finalement rendu son verdict le 17 novembre à Beni, parachevant ainsi ce dossier avec, à la clé, la conviction selon laquelle l'assassinat du chef du quarante-deuxième bataillon commando de l'Unité de réaction rapide des Fardc avait été planifié. Des militaires congolais et des rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées



Colonel Mamadou Ndala

(ADF) étaient bel et bien impliqués dans le coup. Il ressort de ce verdict que le lieutenant-colonel des Fardc, Birocho Nzanzu Kosi, s'est tiré avec une condamnation

à mort pour participation à un mouvement insurrectionnel et terrorisme.

Cerveau moteur du scénario ayant conduit à l'assassinat du

colonel Mamadou Ndala, il est par conséquent radié des Fardc et soumis au paiement de dommages et intérêts équivalant à 2,9 millions de dollars à la partie civile et à la succession de l'officier défunt. Quatre ADF, dont leur chef, Jamil Mukulu, ont été condamnés à mort par contumace.

La Cour a, par ailleurs, prononcé une dizaine d'autres peines allant d'un an à cinq ans d'emprisonnement ciblant autant les officiers des Fardc que des rebelles ougandais de l'ADF. L'officier ADF Yusufu Mandefu est condamné à quinze ans de servitude pénale principale et son acolyte Yosia, lui, écope de cinq ans pour participation à l'assassinat de Mamadou Ndala. Du côté des Fardc, le lieutenant-colonel Kamulete Jocker, écope de vingt ans de prison

ferme pour participation au mouvement insurrectionnel.

Quelques officiers des Fardc ont été acquittés à l'instar du capitaine Moïse Banza et du lieutenant-colonel Tito Bizuru poursuivis pour vol d'effets personnels du colonel défunt.

Dans les rangs du bataillon commando posté au Nord-Kivu, on se dit satisfait du dénouement de ce procès tout en exprimant le vœu de voir les peines ainsi prononcées être réellement exécutées. Pour rappel, le colonel Ndala a été tué le 2 janvier par un tir de roquette ayant visé son véhicule dans les environs de Beni alors que les Fardc se préparaient à lancer une opération contre les rebelles ougandais de l'ADF.

Alain Diasso

COOPÉRATION

Goethe-Institut va rouvrir un bureau à Kinshasa

L'institution culturelle majeure de la République Fédérale d'Allemagne n'avait plus de siège en RDC depuis 1991.

Vingt-trois ans après la fermeture de ses bureaux, Goethe-Institut va reprendre ses activités à Kinshasa dans un bureau qui sera logé à l'Institut français. La réouverture de Goethe-Institut sera célébrée par une rencontre musicale unique entre l'Allemagne et la RDC prévu pour le 21 novembre. L'évènement sera également l'occasion de présenter au public le portail web « Music In Africa », récemment lancé et exclusivement dédié au secteur de la musique africaine.

Le portail a été lancé avec le soutien de Goethe-Institut. La rencontre musicale sera marquée par les productions des artistes congolais Jupiter & Okwess International ainsi que Jocelyn Balu et les Aigles de la révolte. L'artiste Jocelyn interprétera, en duo, la chanson « Koko » avec la jeune chanteuse allemande Kathrin Alexandra. Cette dernière interprétera ensuite d'autres titres accompagnée de son groupe Nsinsani. Jeter des ponts culturels et démonter les stéréotypes Le Goethe-Institut, indique-t-on, assure la promotion de la langue allemande à l'étranger et encourage la coopération culturelle internationale. Il véhicule une image aussi complète que possible de l'Allemagne en informant sur la vie culturelle, sociale et politique du pays. Sa programmation culturelle est axée sur toute une palette d'actions et projets artistiques dans l'Afrique subsaharienne, dans les domaines de la littérature, de la musique, des arts du spectacle et arts visuels, du cinéma et des médias.

Le Goethe-Institut a pour mission d'apporter son soutien aux paysages culturels locaux et de renforcer le dialogue panafricain par le biais des arts. « Goethe-Institut offre une plate-forme ouverte, permettant de s'impliquer dans une large palette de projets artistiques et auprès de personnes de tous horizons. Il a pris le parti de s'engager dans des projets qui ne se limitent pas à explorer les frontières mais qui, par un contenu provocateur et expérimental, jettent des ponts et démontent les stéréotypes », explique-t-on. Le Goethe-Institut compte actuellement cent soixante institutions dans quatre-vingt-quatorze pays dont vingt sur le continent africain. En RDC, où elle jouait un rôle important dans la vie culturelle, l'institution allemande avait dû fermer ses portes en raison de la crise que traversait le pays à l'époque.

Patrick Ndongidi

DIVISION 1

Makiso plombe Rojolu, Elima accroche Groupe Bazano

Avec un précieux succès à domicile contre Rojolu, Makiso se relance dans le groupe B, le club de Kisangani vise, pour la première fois, le play-off de la Division 1.



CS Makiso de Kisangani

La cinquième journée du groupe B de la 19e édition du championnat national de football -Division 1- s'est poursuivie, le 18 novembre, avec deux rencontres. Au stade Lumumba de la commune de Tshopo à Kisangani dans la Province

orientale, le club local du CS Makiso a fait d'une bouchée le SC Rojolu de Kinshasa.

Le Team noir et blanc de Boyoma Singa Mwambe a laminé son adversaire par quatre buts à zéro. Alors que Rojolu tombait à Kisangani, le TC Elima de Matadi a effectué un bon voyage à Lubumbashi dans la province du Katanga, où cette équipe a tenu tête à la formation locale de JS Lumpa Groupe Bazano par un but partout.

On rappelle que dans ce groupe B, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa est leader avec douze points en quatre matchs livrés. On attend le derby de Kinshasa qui opposera DCMP à l'AS V.Club, finaliste malheureux de la Ligue des champions d'Afrique face à Entente Sétif d'Algérie.

Martin Engimo

FOOT-GIRABOLA

Yannick Bissio meilleur buteur d'ASA avec neuf réalisations

Après une première saison d'adaptation, l'ancien du Daring Club Motema de Kinshasa a marqué les esprits au championnat angolais en sa deuxième saison à Aviação (ASA).

Le club ASA d'Angola a terminé à la douzième position à la fin de la saison 2013-2014 de la Girabola, le championnat de première division d'Angola. C'est au sein de ce club qu'évolue le Congolais Yannick Bissio Iyeli, ancien attaquant d'Elonga de la commune de Lemba à Kinshasa, de la formation Les Stars et du Daring Club Motema Pembe, son dernier club en RDC avant de s'envoler pour le pays d'Edouardo dos Santos. Après une première saison d'adaptation, Yannick Bissio, connu à Kinshasa sous le sobriquet de Papaye-na-sachet (selon la manière dont il célébrait un but), a littéralement impressionné les supporters d'ASA pour sa deuxième saison. Il a terminé meilleur

buteur du club avec un total de neuf buts à son compte, dans un championnat très disputé et assez relevé. Et naturellement, les grands clubs angolais se seraient renseignés sur lui qui devrait d'abord discuter avec les dirigeants du club. « En dépit des sollicitations, je suis encore à ASA avec lequel j'ai signé un contrat jusqu'en 2015 », a-t-il indiqué en exclusivité aux Dépêches de Brazzaville. Et Yannick Bissio de souligner : « Je continue de travailler d'arrache-pied afin de hausser encore mon niveau de jeu



Yannick Bissio sous les couleurs d'ASA d'Angola et mon efficacité devant le but. Et je suis prêt au cas où l'on aurait besoin de moi chez les Léopards ».

M.E.

PCT

Édouard Ambroise Noumazalay dans les esprits de ses camarades, 7 ans après

Cela fait sept ans que l'ancien secrétaire général du Parti congolais du travail (PCT) n'est plus de ce monde. Pourtant, sa famille politique est loin d'oublier Édouard Ambroise Noumazalay comme en témoignent les activités organisées pour commémorer sa mort, le lundi 17 novembre, à la case du parti située dans le deuxième arrondissement Mvou-Mvou à Pointe-Noire.

L'évènement s'est déroulé en présence de Victor Foudi, président fédéral du PCT de Pointe-Noire. « Édouard Ambroise Noumazalay, grand artisan de l'ouverture pour un PCT uni, solidaire et fort », est le thème de cette commémoration. S'exprimant à cette occasion, Jean Nkoua Nicodème, secrétaire permanent du PCT à Pointe-Noire, a indiqué que la disparition d'Édouard Ambroise Noumazalay n'est pas seulement celle d'un homme d'État, mais aussi celle d'un homme politique et celle de l'histoire d'un parti politique. « Le camarade Édouard Ambroise Noumazalay était un militant éprouvé dont l'histoire est confondue à celle de son parti. Il a consacré toute sa vie à

forger une organisation, notamment le PCT. Au moment où le Congo s'ouvrait à la démocratie pluraliste, il a voulu d'un parti de gauche, ouvert à toutes les couches et dynamique pour rassembler autour d'un programme de société : la société de la justice et de l'équité », a-t-il déclaré.

Qui était cet homme ?

Édouard Ambroise Noumazalay est né le 23 septembre 1933 à Brazzaville. Il a fait ses études primaires à l'école salustienne de Poto-Poto. Il se rend ensuite au collège moderne de Dolisie-Mbounda dans le département du Niari où il satisfait au brevet élémentaire. Il revient à Brazzaville pour continuer ses études secondaires aux lycées Chaminate et Savorgnan de Brazza, sanctionnées par un baccalauréat, option mathématiques. Il fait ses études universitaires en France suivies d'une activité militante et y obtient une licence es sciences mathématiques. Il suit également une formation d'administrateur des statistiques et des sciences économiques à Paris. Édouard Ambroise Noumazalay a occupé diverses responsabilités estudiantines, publiques et administratives



Les membres du PCT observant une minute de silence en mémoire d'Édouard Ambroise Noumazalay

à savoir : président de l'Association des étudiants congolais (AEC) en France, militant de la fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF), militant et responsable du Parti africain de l'indépendance (PAI), section de Toulouse. Rentré au Congo, en juillet 1964, il occupe dans le cadre de sa formation professionnelle les postes de : directeur des affaires économiques et du commerce, coordonnateur des ser-

vices de planification, coordonnateur au plan, directeur des études et de la planification au ministère de l'Industrie et du tourisme, secrétaire général de l'industrie, directeur de la macro-économie, de la programmation et du contrôle au secrétariat général du plan. Il a occupé plusieurs fonctions ministérielles, Premier ministre et ministre du plan (1966), ministre de l'Industrie et de l'artisanat (1984), ministre de l'Industrie

et de la pêche (1985), ministre de l'Économie forestière (1988). Au plan politique, Édouard Ambroise Noumazalay a été successivement premier secrétaire du Mouvement national de la révolution (MNR) en 1964, deuxième secrétaire du Parti congolais du travail (PCT) en 1970, secrétaire général du PCT de 1990 jusqu'en 2007, président du Sénat de 2002 jusqu'à sa mort en 2007.

Séverin Ibara

KOUILOU/LUTTE CONTRE LA POLIOMYÉLITE

Plus de 18 500 enfants seront vaccinés

Le directeur départemental de la santé et de la population du département du Kouilou, Ernest Simon Nguita, a procédé le 17 novembre à Madingo Kayes au lancement officiel du quatrième passage de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite couplée à la semaine de santé de la mère et l'enfant.

Au total 18542 enfants de 0 à 5 ans du département du Kouilou devront être vaccinés a indiqué le directeur départemental de la Santé publique dans son mot de circonstance. Il a souligné qu'il y a quatre ans, le Congo avait été frappé par l'épidémie de poliomyélite qui avait entraîné plusieurs morts et autres cas de paralysie. Et, dans sa réaction, le gouvernement avait organisé une riposte sans précédent à travers plusieurs passages de vaccination, afin d'enrayer cette épidémie. En effet, conscient du fait que l'épidémie de poliovirus sauvage continue à circuler dans la sous-région, notamment au Cameroun, en RCA et en Guinée Equatoriale, et le risque d'importation de ce virus reste très élevé par la perméabilité des frontières. Aussi, l'OMS avait décrété 2015 comme année de l'éradication de la poliomyélite dans le monde.



La maman fait vacciner son enfant / Photo Adiac

« C'est pourquoi soucieux de la santé de la population en général, et celui des enfants en particulier, le gouvernement de la République et les partenaires, l'OMS et l'UNICEF ont organisé ce quatrième passage contre la polio maladie contagieuse grave, causée par un virus qui attaque les membres, les affaiblis avant de les paralyser pour le reste de la vie. Cette campagne est couplée aux autres interventions, à savoir l'instrumentation à vitamine A, le déparasitage des enfants et la distribution des moustiquaires imprégnées ». Cette cérémonie a été patronnée par le conseiller politique du préfet du Kouilou, Joseph Ona.

Selon Ernest Simon Nguita, directeur départemental de la Santé publique, avoir un enfant paralysique dans la famille est un scandale dans un monde qui nécessite que la personne soit de plus en plus valide, avec toutes ses capacités physiques et intellectuelles afin de vaincre les adversités de la vie.

Cette campagne sera effective, en six jours grâce à la stratégie du porte-à-porte, dans les ménages, les crèches et les lieux de forte concentration démographique. « De même, dans les centres, les enfants recevront des moustiquaires imprégnées d'insecticide », a-t-il ajouté.

Charlem Léa Legnoki

Le Club sportif la Colombe organise le premier meeting sportif contre le diabète

Pour manifester son engagement à lutter contre cette pandémie, le club sportif la Colombe a organisé à l'Espace du trentenaire situé dans le premier arrondissement Lumumba, une rencontre sportive multidisciplinaire dénommée Rat race ou course folklorique professionnelle sous le concept « Tous en mouvement contre le diabète »

En effet pour les organisateurs, l'objectif de la Rat race est de toucher le plus d'entreprises et d'associations en vue de participer avec cœur à cet événement qui se distingue par sa bonne ambiance et son originalité. Ainsi environ onze équipes de nature différente composées des athlètes issus des entreprises privées et associations ont participé à ce meeting sportif. Il s'est agi d'une course attractive effectuée sur 3,5 kilomètres par équipe de 5 coureurs habillés en tenue de travail et chaussés en paires de sport, représentant leurs entreprises respectives. En plus de celle-ci, une autre course de relais destinée aux enfants dont l'âge est compris entre 8 et 15 ans a eu lieu à cette même occasion. Interrogé sur l'importance de cette rencontre, Jean Marc Bissila, secrétaire général du club sportif La colombe, a expliqué que c'est à juste titre que son club accompagne d'autres structures et organise cette



Vue de la course de l'une des équipes participantes

première édition du meeting sportif pour mieux combattre le diabète. « Ce rendez-vous consiste aussi à amener les entreprises et les sociétés à comprendre leur responsabilité sociale à travers leur participation » a-t-il signifié. C'est par la remise de cadeaux et de médailles aux meilleurs équipes et aux meilleurs sportifs, suivie d'un apéritif offert pour la circonstance, qu'a pris fin cette cérémonie.

Faustin Akono

JEUX AFRICAINS DE BRAZZAVILLE 2015

Les délégués des confédérations sportives africaines rassurés de l'avancement des travaux

Les délégués des Confédérations sportives africaines ont passé en revue quelques infrastructures sportives et les chantiers en cours à Brazzaville. La visite du 18 novembre n'avait qu'un but : s'assurer des efforts du Congo dans la préparation des 11^e Jeux africains prévus du 4 au 19 septembre à Brazzaville en 2015.

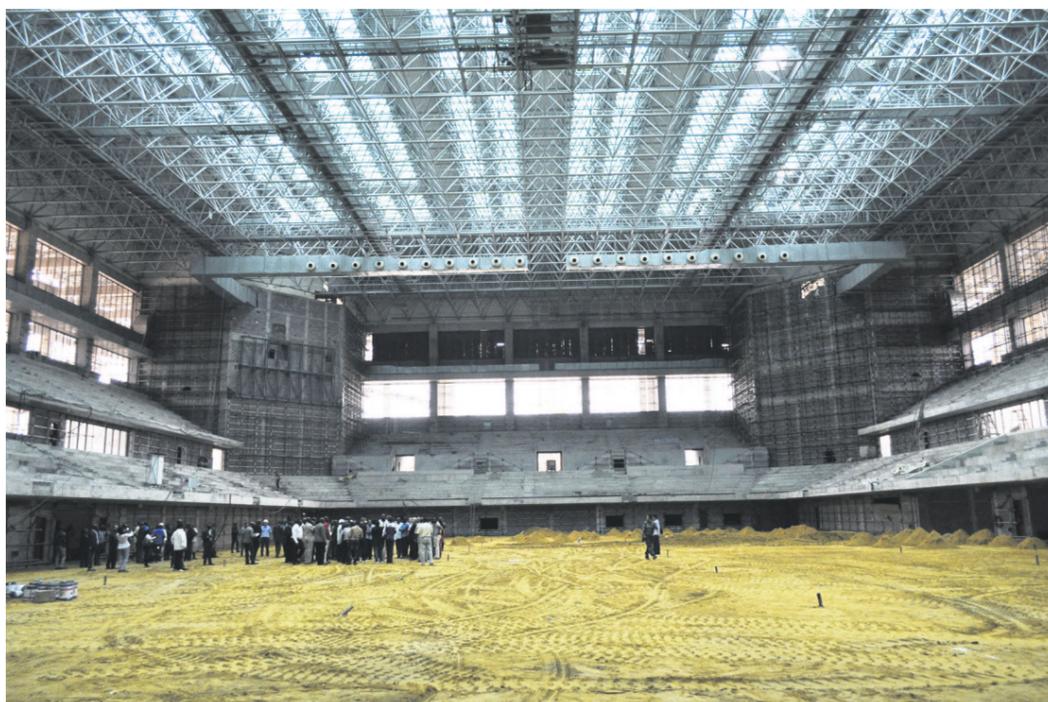
Pour les délégués africains, la seule préoccupation reste la livraison des chantiers dans un délai raisonnable. La réponse à leur préoccupation fut plutôt rassurante puisque les entrepreneurs ont arrêté la date de livraison d'ici à mai 2015. Au Complexe sportif de Kintélé, les travaux avancent à pas de géant. Les travaux de construction du stade de football de 60.000 places sont exécutés à 65 %. La toiture en tôles magnésium-aluminium est achevée. Les ouvriers sont à pied d'œuvre pour la couche qui recevra dès fin janvier-début février, la pelouse en même temps qu'ils s'activent également pour la mise en place d'un système de drainage d'eau. Le stade sera équipé des écrans d'affichage reliés par un système.

Les travaux du Palais des sports de 10146 places sont aussi exécutés à 65%. À l'intérieur du palais, on y trouve également deux terrains annexes pour l'échauffement. La toiture est aussi terminée. L'ouvrage sera lui aussi livré en mai 2015. « *Les travaux en cours nous donne une entière satisfaction. Je crois que les infrastructures mises en place par le Congo pour abriter le taekwondo vont au-delà de nos attentes. Nous sommes tout à fait émerveillés et nous encourageons le Congo. Nous avons posé toutes les questions nécessaires notamment en ce qui concerne les aspects techniques qui sont conformes aux instructions des fédérations internationales. Nous sommes satisfaits et on nous a aussi rassurés que ces infrastructures pourraient être prêts avant le début des Jeux africains* », a commenté Aly Nour, l'un des délégués de la Confédération africaine de taekwondo.

Au Complexe nautique, le niveau d'exécution a atteint 70%. La toiture est complètement achevée y compris les structures en béton. Dans les brefs délais, ils entameront la pose de carreaux. Deux bassins d'entraînement sont prévus : le bassin de plongeon mesurant 25x25 m et de 7,50 m de profondeur puis le bassin d'échauffement de 50x25m et de 1,50 m de hauteur. À l'intérieur du Complexe sportif de Kintélé est prévu un centre de conférence de 200 places et l'hôtel de 100 places, un centre de media, un bloc médical, trois pavillons d'expositions et un hélicoptère. Outre le complexe sportif de Kintélé, les délégués des confédérations africaines ont visité les travaux du stade d'Ornano et ceux du gymnase du stade Alphonse-Masamba-Débat de 3000 places dont la fin des travaux est prévue aussi en mai 2015. L'achèvement de la toiture est fixé en fin février.

**James Golden Eloué
et Camille Delourme**

D'une capacité de 60 000 places, le stade de Kintélé devrait être livré courant mai. Son taux d'exécution est de 65% et les ouvriers travaillent actuellement sur la couche sur laquelle sera posée la pelouse, qui sera elle-même installée fin janvier ou début février



Le Palais des Sports s'élève à quelques encablures du stade. Les ouvriers ont achevé la construction du toit, rendant la suite des travaux indépendante des aléas climatiques. Sa livraison est prévue pour mai 2015 : les 10 146 spectateurs y suivront le handball et certains sports de combat



Avec un taux d'avancement de 70%, le complexe nautique recevra les épreuves de natation. Comme sur l'ensemble des sites, un panneau d'affichage de la marque Omega mettra les résultats et chronos à la disposition des 2000 spectateurs